

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2158

14 septembre 2011

### SOMMAIRE

<b>Belux Mondial Luxembourg S.A.</b> .....	<b>103582</b>	<b>Misa Investment S.A.</b> .....	<b>103551</b>
<b>Financiera Comercial Chonta S.A.</b> .....	<b>103538</b>	<b>NearVision S.à r.l.</b> .....	<b>103551</b>
<b>First Flait S.A.</b> .....	<b>103538</b>	<b>New Dragon S.A.</b> .....	<b>103574</b>
<b>FMC Trust Finance S.à r.l. Luxembourg III</b> .....	<b>103577</b>	<b>New Dragon S.A.</b> .....	<b>103574</b>
<b>Franis S.A.</b> .....	<b>103547</b>	<b>Nordea Bank S.A.</b> .....	<b>103575</b>
<b>Iapetos S.à r.l.</b> .....	<b>103547</b>	<b>Nordea Bank S.A.</b> .....	<b>103575</b>
<b>IC &amp; D</b> .....	<b>103547</b>	<b>Nordev Holding S.A.</b> .....	<b>103575</b>
<b>Immobilière Dina S.à r.l.</b> .....	<b>103548</b>	<b>Novaprint S.A.</b> .....	<b>103575</b>
<b>Immobilière Dina S.à r.l.</b> .....	<b>103548</b>	<b>NTG Holdings S.A. SPF</b> .....	<b>103576</b>
<b>Insight Holdings S.à r.l.</b> .....	<b>103547</b>	<b>OI-Incentive S.A.</b> .....	<b>103576</b>
<b>Insight-Studio M III S.à r.l.</b> .....	<b>103547</b>	<b>Olivella S.A.</b> .....	<b>103576</b>
<b>JS Holding AG</b> .....	<b>103583</b>	<b>Olivella S.A.</b> .....	<b>103576</b>
<b>JS Holding AG</b> .....	<b>103549</b>	<b>One Protect S.à r.l.</b> .....	<b>103579</b>
<b>Lolofin S.A.</b> .....	<b>103538</b>	<b>O Rapaz S.à r.l.</b> .....	<b>103575</b>
<b>Lolofin S.r.l.</b> .....	<b>103538</b>	<b>Panama Luxco S.à r.l.</b> .....	<b>103579</b>
<b>LU PC VI S.à r.l.</b> .....	<b>103548</b>	<b>Panama Luxco S.à r.l.</b> .....	<b>103579</b>
<b>Luxcap Group</b> .....	<b>103548</b>	<b>Panattoni Luxembourg III S.à r.l.</b> .....	<b>103580</b>
<b>Luxembourg Management Company</b> <b>Group S.A.</b> .....	<b>103549</b>	<b>Panattoni Luxembourg II S.à r.l.</b> .....	<b>103580</b>
<b>Marathon Hotel Invest S.A.</b> .....	<b>103550</b>	<b>Panattoni Luxembourg I S.à r.l.</b> .....	<b>103579</b>
<b>Maros S.A.</b> .....	<b>103549</b>	<b>Panattoni Luxembourg IV S.à r.l.</b> .....	<b>103580</b>
<b>M. Bormann GmbH</b> .....	<b>103549</b>	<b>Panattoni Luxembourg Services S.à r.l.</b> ..	<b>103581</b>
<b>Mekong Corporation S.à r.l.</b> .....	<b>103550</b>	<b>Panattoni Luxembourg V S.à r.l.</b> .....	<b>103581</b>
<b>Melician S.A.</b> .....	<b>103550</b>	<b>Panattoni Western Fund S.à r.l.</b> .....	<b>103581</b>
<b>Merp S.à r.l.</b> .....	<b>103550</b>	<b>Permobil S.à r.l.</b> .....	<b>103582</b>
<b>Millenium International S.A.</b> .....	<b>103550</b>	<b>Personec S.à r.l.</b> .....	<b>103582</b>
<b>Minorco Peru Holdings S.à r.l.</b> .....	<b>103551</b>	<b>Poesy S.à r.l.</b> .....	<b>103583</b>

**Financiera Comercial Chonta S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 144.974.

Le 12 juillet 2011, la société FIDUCENTER S.A., société anonyme avec siège social à Luxembourg, 18, rue de l'Eau, a mis fin de plein droit au contrat de domiciliation avec la société anonyme FINANCIERA COMERCIAL CHONTA S.A., ayant son siège social au L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCENTER S.A.

*Le domiciliataire*

Référence de publication: 2011101868/12.

(110116537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

**First Flait S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9780 Wintrange, Maison 48.

R.C.S. Luxembourg B 94.532.

Monsieur Wolfram WAMBSGANSS, Commissaire aux comptes de la S.A. FIRST FLAIT, RCS B94532, sise Maison 48 à L-9780 WINCRANGE donne par la présente sa démission en tant que personne chargée du contrôle des comptes.

Wintrange, le 19/07/2011.

Wolfram WAMBSGANSS.

Référence de publication: 2011101869/10.

(110116000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

**Lolofin S.r.l., Société Anonyme,****(anc. Lolofin S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 151.110.

L'an deux mille onze, le quinze juin.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LOLOFIN S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B 151.110, ayant un capital social de deux cent vingt-cinq mille euros (EUR 225.000,-), représenté par deux mille deux cent cinquante (2.250) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sophie Erk, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antonio Fernandes, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

a) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Suppression de la valeur nominale des actions;
2. Réduction du capital social à concurrence d'un montant de EUR 125.000,-, pour le ramener de son montant actuel de EUR 225.000,- à EUR 100.000,-, par le transfert de la somme de EUR 125.000,- à un compte de réserves, sans annulation d'actions;
3. Modification de la dénomination de la société en Lolofin S.r.l.;
4. Modification de l'objet social;
5. Fixation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050;
6. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société;

7. Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie et adoption par la société de la nationalité italienne;

8. Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne sous la forme d'une "Società a Responsabilità Limitata";

9. Nomination des gérants;

10. Divers.

b) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

c) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des deux mille deux cent cinquante (2.250) actions de la société.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-), pour le ramener de son montant actuel de deux cent vingt-cinq mille euros (EUR 225.000,-) à cent mille euros (EUR 100.000,-).

Cette réduction de capital est réalisée par le transfert de la somme de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-) à un compte de réserves et sans annulation d'actions.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en LOLOFIN S.r.l..

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article quatre des nouveaux statuts en langue italienne ci-après.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs de la société à savoir Messieurs Alexis De Bernardi, Régis Donati et Georges Diederich et du commissaire aux comptes de la société à savoir Monsieur Louis Vegas-Pieroni et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

*Septième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue, à I-37135 Vérone, 20, Via Dominutti (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne. La date d'effet du transfert de siège est fixée au jour même de la présente assemblée.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

L'assemblée décide que les livres et documents de la société avant le transfert de siège seront conservés à l'ancien siège de la société, à Luxembourg.

*Huitième résolution*

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

**"STATUTO DELLA SOCIETA A RESPONSABILITA LIMITATA  
LOLOFIN S.R.L.**

**Titolo I - Denominazione - Sede - Domicilio dei soci - Oggetto - Durata**

**Art. 1. Denominazione.**

1.1 E' costituita una società a responsabilità limitata con la denominazione "Lolofin S.r.l.".

**Art. 2. Sede.**

2.1 La società ha sede nel Comune di Verona.

2.2 Con decisione dei soci possono essere istituite o soppresse altrove sedi secondarie.

2.3 L'organo amministrativo può istituire o sopprimere su tutto il territorio nazionale agenzie, depositi, recapiti, uffici amministrativi, filiali che non abbiano natura di sede secondaria.

### **Art. 3. Domicilio dei soci.**

3.1 Il domicilio dei soci, per quel che concerne i loro rapporti con la società e i rapporti tra loro in quanto soci, si intende essere a tutti gli effetti di legge quello risultante dal libro soci.

### **Art. 4. Oggetto.**

4.1 La società ha per oggetto le seguenti attività:

a) la promozione e lo sviluppo di attività immobiliari, ivi comprese, l'edificazione in genere, la costruzione, la ristrutturazione, la compravendita, la permuta, la lottizzazione, il comodato, l'affitto, la locazione, la conduzione e la gestione in senso lato di immobili, nonché la realizzazione di opere di urbanizzazione;

b) la costituzione di società e le attività di assunzione, detenzione e gestione di interessenze, partecipazioni o diritti, rappresentati o no da titoli, sul capitale di imprese, società, enti, consorzi ed associazioni, sia in Italia che all'estero;

c) il coordinamento tecnico, commerciale e finanziario delle imprese, società, enti, consorzi ed associazioni nei quali la società, anche indirettamente, partecipa.

4.2 In relazione a tale oggetto la società, in via non prevalente e senza rivolgersi al pubblico potrà assumere o cedere partecipazioni e cointeressenze in imprese, enti o Società, ovvero prestare fidejussioni, avalli, garanzie personali o reali per obbligazioni proprie o di terzi, anche a favore di imprese aventi oggetto diverso, nei confronti di banche e di terzi in genere.

4.3 La società ha per oggetto, altresì, l'esercizio di attività funzionali al coordinamento delle società appartenenti al "gruppo" e al relativo controllo della gestione nonché, in via non prevalente e, comunque, nei confronti delle sole società del "gruppo" di appartenenza e, quindi, non nei confronti del pubblico:

- la concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma e denominazione;
- la locazione finanziaria di beni mobili e immobili;
- la raccolta di fondi presso i soci, con gli strumenti, nei limiti e con le modalità di legge o regolamentari vigenti.

4.4 La società può, infine, compiere ogni altra operazione finanziaria, industriale e commerciale, mobiliare e immobiliare che l'organo amministrativo riterrà necessaria o utile per il raggiungimento dello scopo sociale, ivi compresa l'accensione di mutui e finanziamenti, anche con concessione di garanzie reali e personali a favore di terzi. Può inoltre conferire e assumere mandati di agenzia, di commissione e di rappresentanza nell'ambito dell'oggetto sociale e stipulare comunque qualsiasi contratto di collaborazione.

4.5 In caso di acquisto di partecipazioni in altre imprese che comportino l'assunzione della responsabilità illimitata per le obbligazioni delle medesime, gli amministratori ne danno specifica informazione nella nota integrativa del bilancio.

### **Art. 5. Durata.**

5.1 La durata della società è stabilita sino al 31 dicembre 2050 e può essere prorogata con decisione dei soci.

## **Titolo II - Capitale - Conferimenti - Strumenti di finanziamento - Trasferimento della partecipazione sociale**

### **Art. 6. Capitale sociale e conferimenti.**

6.1 Il capitale sociale è di Euro 100.000,00 (centomila/00).

6.2 Il capitale sociale può essere aumentato mediante esecuzione di nuovi conferimenti in denaro, in natura, di crediti o di qualsiasi altro elemento dell'attivo suscettibile di valutazione economica, oppure mediante passaggio di riserve a capitale nei termini stabiliti dalla legge.

6.3. In caso di delibera di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle partecipazioni da essi possedute. Coloro che esercitano il diritto di sottoscrivere le partecipazioni in sede di aumento del capitale sociale, purché ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di sottoscrivere le partecipazioni non optate dagli altri soci, a meno che la decisione di aumento del capitale sociale non lo escluda.

6.4 Salva l'ipotesi di cui all'art. 2482-ter del Codice Civile, è attribuita ai soci la facoltà di prevedere espressamente nella delibera di aumento, che lo stesso possa essere attuato anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi. In tal caso spetta ai soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso.

6.5 Il diritto di sottoscrivere le partecipazioni di nuova emissione in sede di aumento del capitale sociale non spetta per quelle partecipazioni di nuova emissione che, secondo la motivata decisione dei soci di aumento del capitale, devono essere liberate mediante conferimenti in natura o conferimenti di prestazioni d'opera o di servizi; in tal caso spetta ai soci non consenzienti il diritto di recesso di cui all'articolo 2473 del Codice Civile.

6.6 Il capitale sociale può essere diminuito con delibera dell'assemblea dei soci, osservate le disposizioni di legge e del presente statuto.

6.7 In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito, presso la sede sociale, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del collegio sindacale o del revisore, se nominati.

#### **Art. 7. Apporti e finanziamenti dei soci.**

7.1 La società può acquisire dai soci, anche in misura non proporzionale rispetto alla quota di partecipazione, previo consenso individuale degli stessi, versamenti in conto capitale o a fondo perduto senza obbligo di rimborso, ovvero stipulare con i soci, sulla base di trattative personalizzate, finanziamenti con obbligo di rimborso, che si presumono infruttiferi salva diversa determinazione risultante da atto scritto.

7.2 La società può inoltre acquisire fondi dai soci ad altro titolo, sempre con obbligo di rimborso, nel rispetto delle leggi e dei regolamenti vigenti in materia di raccolta del risparmio presso soci.

7.3 Per il rimborso dei finanziamenti dei soci si applica l'articolo 2467 del Codice Civile.

#### **Art. 8. Emissione di titoli di debito.**

8.1 Nel rispetto delle vigenti norme di legge in materia, la società può emettere titoli di debito con decisione dei soci.

8.2 Il regolamento di emissione deve prevedere i seguenti elementi minimi:

- a) il valore nominale di ciascun titolo;
- b) il rendimento dei titoli o i criteri per la sua determinazione;
- c) il modo e i tempi di pagamento degli interessi e di rimborso dei titoli;
- d) se il diritto dei sottoscrittori alla restituzione del capitale e agli interessi sia, in tutto o in parte, subordinato alla soddisfazione dei diritti di altri creditori della società;
- e) se i tempi e l'entità del pagamento degli interessi possano variare in dipendenza di parametri oggettivi, anche relativi all'andamento economico della società.

#### **Art. 9. Trasferimento delle partecipazioni sociali.**

9.1 Le partecipazioni sociali sono liberamente trasferibili a favore dei soci o di terzi.

### **Titolo III - Recesso**

#### **Art. 10. Recesso.**

10.1 Il socio può recedere dalla società, per l'intera sua partecipazione o per una quota di essa, nei casi previsti dalla legge.

10.2 Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento. Essa deve essere inviata entro 15 (quindici) giorni dall'iscrizione nel registro imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente, del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento e del valore nominale della partecipazione al capitale sociale per la quale il diritto di recesso viene esercitato. Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre 30 (trenta) giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

10.3 Il recesso è efficace e si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta alla sede della società. Le partecipazioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere trasferite.

10.4 Dell'esercizio del diritto di recesso deve essere fatta annotazione nel libro dei soci.

10.5 Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se la società, nel secondo caso entro 120 (centoventi) giorni dal ricevimento della dichiarazione di recesso, revoca la delibera che lo legittima ovvero delibera lo scioglimento della società.

10.6 Le partecipazioni sono rimborsate ai soci receduti in proporzione del patrimonio sociale, ai sensi dell'art. 2473 del Codice Civile. Il patrimonio della società è determinato dall'organo amministrativo tenendo conto del valore di mercato al momento dell'avvenuta comunicazione del recesso, sulla base di una situazione patrimoniale straordinaria, riferibile alla data di ricezione della comunicazione contenente l'esercizio del diritto di recesso, predisposta dallo stesso organo amministrativo nel termine di 90 (novanta) giorni decorrenti da detta data, sentito il parere dei sindaci, se nominati, e tempestivamente comunicata al socio recedente.

10.7 In caso di disaccordo, la valutazione delle partecipazioni, secondo i criteri sopra indicati, è effettuata tramite relazione giurata da un esperto nominato dal Tribunale nella cui circoscrizione si trova la sede della società, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente. Si applica il primo comma dell'articolo 1349 del Codice Civile.

10.8 Il rimborso delle partecipazioni deve essere eseguito entro 180 (centottanta) giorni dall'avvenuta comunicazione del recesso da parte del socio alla società.

## **Titolo IV - Decisioni dei soci**

### **Art. 11. Decisioni dei soci.**

11.1 I soci decidono sulle materie che la legge e il presente statuto riservano alla loro competenza. I soci decidono altresì sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

11.2 In ogni caso, sono riservate alla competenza dei soci le decisioni relative all'assunzione di partecipazioni dalle quali derivi la responsabilità illimitata per le obbligazioni assunte dall'impresa partecipata.

11.3 Ogni socio, regolarmente iscritto nel libro dei soci, ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo e il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

11.4 I soci morosi, i soci che hanno esercitato il diritto di recesso e i soci titolari di partecipazioni per le quali espresse disposizioni di legge dispongono la sospensione del diritto di voto non possono partecipare alle decisioni.

11.5 Le decisioni dei soci possono essere adottate:

- a. mediante deliberazione assembleare;
- b. mediante consultazione scritta;
- c. sulla base del consenso espresso per iscritto.

11.6 Nel caso si opti per il metodo della consultazione scritta, dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti;
- l'indicazione dei soci consenzienti;
- l'indicazione dei soci contrari o astenuti.

Nel caso si opti per il metodo del consenso espresso per iscritto, dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti i soci, i quali - entro i 5 (cinque) giorni successivi - dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione del socio entro il termine suddetto equivale a voto contrario. Le trasmissioni previste nel presente paragrafo potranno avvenire con qualsiasi mezzo che garantisca prova dell'avvenuto ricevimento.

11.7 Le decisioni dei soci adottate secondo il metodo della consultazione scritta ovvero del consenso espresso per iscritto devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

11.8 Le decisioni relative alla modificazione dell'atto costitutivo o dello statuto e al compimento di operazioni che comportino una sostanziale variazione dell'oggetto sociale o dei diritti dei soci, così come la riduzione del capitale per perdite ai sensi dell'art. 2482 bis c.c., debbono essere adottate in ogni caso con deliberazione assembleare.

### **Art. 12. Assemblea.**

12.1 Nei casi espressamente previsti dalla legge o dal presente statuto, oppure quando lo richiedano uno o più amministratori o tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

12.2 L'assemblea può essere convocata anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia, o in altro Paese dell'Unione Europea.

12.3 L'assemblea viene convocata con avviso spedito almeno 8 (otto) giorni prima di quello fissato per l'adunanza a mezzo di lettera raccomandata, telefax, e-mail, ovvero con qualsiasi altro mezzo che garantisca prova dell'avvenuto ricevimento, spedito ai soci al recapito risultante dai libri sociali. Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare e può essere prevista una data di seconda convocazione per il caso in cui la prima adunanza andasse deserta.

12.4 In mancanza di formale convocazione, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa, anche con intervenuti dislocati in più luoghi audio/video collegati, l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e sindaci, se nominati, sono presenti o informati della riunione e può deliberare quando nessuno degli intervenuti si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non sono presenti in assemblea, essi devono rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

### **Art. 13. Svolgimento dell'assemblea.**

13.1 L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione, ovvero, in caso di assenza o impedimento di questi, dal vice presidente, se nominato. In difetto, l'assemblea elegge il proprio presidente a maggioranza semplice degli intervenuti.

13.2 Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

13.3 Le deliberazioni dell'assemblea sono adottate con voto palese, secondo le modalità di votazione di volta in volta determinate dal presidente.

13.4 Il presidente è assistito da un segretario, anche non socio, da lui designato, nonché, quando lo ritiene opportuno, da due scrutatori, scelti nello stesso modo.

13.5 L'assemblea dei soci può svolgersi anche in più luoghi, audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvedono alla formazione e sottoscrizione del verbale;

- che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;

- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea tenuta in forma totalitaria) i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti possono affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove sarà presente il presidente o saranno presenti il presidente ed il segretario, se nominato.

13.6 I soci possono farsi rappresentare in assemblea. La rappresentanza deve essere conferita per iscritto e la relativa documentazione deve essere conservata presso la sede sociale. La delega non può essere conferita in bianco ed è sempre revocabile. E' ammessa anche una delega a valere per più assemblee.

### **Art. 14. Verbale dell'assemblea.**

14.1 Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale redatto senza ritardo, nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito o pubblicazione, e sottoscritto dal presidente e dal segretario o, nei casi previsti dalla legge o stabiliti dagli amministratori, da un notaio.

14.2 Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto nel libro delle decisioni dei soci.

### **Art. 15. Quorum.**

15.1 Le decisioni dei soci, assunte in assemblea o secondo il metodo della consultazione scritta ovvero del consenso espresso per iscritto, sono adottate con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

15.2 Restano comunque salve le altre disposizioni di legge che, per particolari decisioni, richiedano diverse specifiche maggioranze.

## **Titolo V - Amministrazione e controllo**

### **Art. 16. Amministrazione della società.**

16.1 La società è amministrata, su decisione dei soci in sede di nomina, da un amministratore unico o da un consiglio di amministrazione, composto da due a cinque membri.

16.2 Gli amministratori possono anche essere non soci.

16.3 Non può essere nominato amministratore e, se nominato, decade dal suo ufficio, l'interdetto, l'inabilitato, il fallito o chi sia stato condannato ad una pena che importa l'interdizione, anche temporanea, dai pubblici uffici o l'incapacità ad esercitare uffici direttivi.

### **Art. 17. Durata della carica, revoca, cessazione.**

17.1 Gli amministratori durano in carica per il periodo fissato all'atto della nomina; in mancanza di fissazione di termine, essi durano in carica fino a revoca o a dimissioni.

17.2 Gli amministratori sono rieleggibili.

17.3 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

17.4 La sostituzione degli amministratori è disciplinata dall'articolo 2386 del Codice Civile.

#### **Art. 18. Poteri dell'organo amministrativo.**

18.1 L'organo amministrativo gestisce l'impresa sociale con la diligenza richiesta dalla natura dell'incarico e compie tutte le operazioni necessarie per il raggiungimento dell'oggetto sociale, fatto salvo per quanto attiene alle decisioni sulle materie riservate ai soci dalla legge e dal presente statuto.

18.2 L'esecuzione delle operazioni la cui decisione sia riservata dalla legge o dallo statuto ai soci è di competenza dell'organo amministrativo.

18.3 Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, questo può delegare parte dei suoi poteri ad uno o più dei suoi componenti, ovvero ad un comitato esecutivo composto da alcuni di essi. Gli organi delegati curano che l'assetto organizzativo, amministrativo e contabile sia adeguato alla natura e alle dimensioni dell'impresa. Si applicano le disposizioni contenute nei commi terzo e sesto dell'articolo 2381 del Codice Civile. Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, comma quinto del Codice Civile.

18.4. La carica di presidente del consiglio di amministrazione e quella di amministratore delegato non sono fra loro incompatibili.

18.5 Possono essere altresì nominati direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

#### **Art. 19. Presidente del consiglio di amministrazione.**

19.1 Il consiglio di amministrazione elegge tra i suoi membri il proprio presidente, a meno che la funzione di presidenza sia attribuita ad uno dei componenti dell'organo amministrativo all'atto della sua nomina; con le medesime modalità possono essere nominati anche uno o più vice presidenti cui sono attribuiti i poteri di sostituzione del presidente in caso di sua assenza o impedimento, con i limiti e secondo le modalità stabiliti all'atto della loro nomina.

19.2 Il presidente del consiglio di amministrazione convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno e provvede affinché adeguate informazioni sulle materie iscritte all'ordine del giorno vengano tempestivamente fornite a tutti i consiglieri; coordina inoltre i lavori del consiglio, verificando la regolarità della costituzione dello stesso e accertando l'identità e la legittimazione dei presenti e i risultati delle votazioni. Il presidente del consiglio di amministrazione o chi ne fa le veci nomina di volta in volta un segretario.

#### **Art. 20. Adunanza del consiglio di amministrazione.**

20.1 Il consiglio d'amministrazione si raduna, sia nella sede sociale, sia altrove, purché in Italia, tutte le volte che il presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta richiesta scritta da almeno due dei suoi componenti o, se nominato, dal collegio sindacale.

20.2 Il consiglio viene convocato con lettera raccomandata anche a mano o via telefax o messaggio di posta elettronica da spedire almeno 5 (cinque) giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, con telefax o messaggio di posta elettronica da spedire almeno due giorni prima dell'adunanza a ciascun membro del consiglio e al collegio sindacale, se nominato.

20.3 Il consiglio di amministrazione è comunque validamente costituito e atto a deliberare qualora, anche in assenza delle suddette formalità (fermo restando il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficiente informato), siano presenti tutti i membri del consiglio stesso e a condizione che i componenti del collegio sindacale, se nominato, siano presenti od informati della riunione; in quest'ultimo caso occorre che i soggetti assenti all'adunanza rilascino una dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, da cui risulti che essi sono informati della riunione. Le decisioni assunte sono tempestivamente comunicate ai soggetti che sono rimasti assenti.

20.4 Le adunanze del consiglio di amministrazione possono svolgersi anche con gli intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video o anche solo audio collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei consiglieri. In tal caso, è necessario che:

a) sia consentito al presidente di accertare inequivocabilmente l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

b) in ogni luogo audio e/o video collegato si predisponga il foglio delle presenze, in cui devono essere indicati i nominativi dei partecipanti all'adunanza in quel luogo;

c) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi oggetto di verbalizzazione;

d) sia consentito agli intervenuti di scambiarsi documentazione e comunque di partecipare in tempo reale alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;

e) a meno che si tratti di adunanza totalitaria, vengano indicati nell'avviso di convocazione i luoghi audio e/o video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti possano affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove siano presenti il presidente e il soggetto verbalizzante.

20.5 Per la validità delle deliberazioni del consiglio di amministrazione occorre la presenza della maggioranza dei suoi componenti ed il voto favorevole della maggioranza dei presenti. Il voto non può essere dato per rappresentanza, né per corrispondenza. Il consigliere astenuto si intende presente alla votazione. In caso di parità di voti prevale il voto del presidente quando il consiglio sia composto da più di due membri.

20.6 Delle deliberazioni della seduta si redige tempestivamente un verbale firmato dal presidente e dal segretario che è trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori. Il verbale deve indicare:



- a) la data dell'adunanza;
- b) anche in allegato, l'identità dei partecipanti;
- c) su richiesta degli amministratori, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno;
- d) le modalità e il risultato delle votazioni;
- e) deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei votanti favorevoli, degli astenuti e dei dissenzienti.

20.7 Le decisioni del consiglio di amministrazione possono essere adottate mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto. La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli, purché sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione previa adeguata informazione e dai documenti sottoscritti risulti con chiarezza l'argomento oggetto di decisione ed il consenso alla stessa. Le decisioni degli amministratori adottate mediante le modalità di cui al presente paragrafo sono assunte con il voto favorevole della maggioranza dei componenti del consiglio e devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni degli amministratori. La relativa documentazione è conservata dalla società.

#### **Art. 21. Amministratore unico.**

21.1 Quando l'amministrazione della società è affidata all'amministratore unico, questi riunisce in sé tutti i poteri e le facoltà del consiglio di amministrazione e del suo presidente.

#### **Art. 22. Rappresentanza sociale.**

22.1 La rappresentanza della società spetta all'amministratore unico, ovvero, in caso di nomina del consiglio di amministrazione, al presidente ed ai singoli consiglieri delegati, se nominati, nei limiti della delega.

22.2 La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori e ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

#### **Art. 23. Compensi degli amministratori.**

23.1 Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute in ragione del loro ufficio.

23.2 I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un compenso per l'incarico svolto, da percepirsi con le modalità e nella misura stabilite con decisione dei soci, nonché disporre l'accantonamento annuale di una somma a titolo di indennità di fine mandato.

#### **Art. 24. Collegio sindacale.**

24.1 Quando obbligatorio per legge, i soci nominano il collegio sindacale, il quale, ove consentito dalla legge e fatta salva una diversa determinazione da parte dei soci, assolve anche la funzione di controllo contabile.

24.2 Il collegio sindacale, qualora nominato, si compone di tre membri effettivi e di due supplenti.

24.3 I soci nominano il presidente del collegio sindacale in occasione della nomina dello stesso collegio e ne determinano il compenso.

24.4 I sindaci durano in carica tre esercizi sociali, sono rieleggibili e ricevono il compenso determinato dai soci all'atto della nomina.

24.5 Si applicano al collegio sindacale tutte le norme previste per lo stesso in materia di società per azioni.

### **Titolo VI - Esercizi sociali e bilancio**

#### **Art. 25. Esercizi sociali, bilancio e utili.**

25.1 Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

25.2 Alla chiusura di ogni esercizio sociale, nei tempi e con le modalità di legge, l'organo amministrativo deve compilare il bilancio e, ove obbligatoria, la relazione sulla gestione, il tutto da sottoporre al controllo del collegio sindacale, ove nominato, nonché infine all'approvazione dei soci entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

25.3 Qualora la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato, ovvero quando lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto della società, il bilancio può essere presentato ai soci per l'approvazione, salvi gli obblighi informativi previsti dalla legge, entro e non oltre il termine di 180 (centottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

25.4 L'utile netto risultante dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale, è ripartito tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo che i soci decidano, in sede di approvazione del bilancio cui l'utile si riferisce, di destinare a riserva in tutto o in parte detto utile.

25.5 Gli utili non riscossi entro 5 (cinque) anni dal giorno in cui divennero esigibili si intendono prescritti a favore della società ed assegnati al fondo di riserva ordinaria.

### **Titolo VII - Scioglimento e liquidazione**

#### **Art. 26. Scioglimento e liquidazione.**

26.1 La società si scioglie nei casi previsti dalla legge.

26.2 In caso di scioglimento della società, ogni qualvolta sulla nomina dei liquidatori non intervenga una diversa decisione dei soci, l'organo di liquidazione è composto da coloro che in quel momento compongono l'organo amministrativo.

26.3 Qualora sulle modalità della liquidazione non intervenga una decisione dei soci, il funzionamento dell'organo di liquidazione e la rappresentanza della società in liquidazione sono disciplinate dalle medesime regole disposte dal presente statuto per l'amministratore unico, se l'organo di liquidazione sia monocratico, o per il consiglio di amministrazione, se l'organo di liquidazione sia pluripersonale.

## **Titolo VIII - Disposizioni finali**

### **Art. 27. Comunicazioni.**

27.1 Tutte le comunicazioni da effettuarsi ai sensi del presente statuto si fanno, ove non diversamente disposto, mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento spedita al domicilio del destinatario.

27.2 Le comunicazioni effettuabili mediante posta elettronica o telefax vanno effettuate all'indirizzo di posta elettronica o al numero telefonico depositati presso la sede della società. E' pertanto onere dei soci e dei componenti gli organi sociali comunicare alla società anche il numero di telefax e l'indirizzo di posta elettronica ed ogni loro successiva variazione.

### **Art. 28. Computo dei termini.**

28.1 Tutti i termini previsti dal presente statuto sono da considerarsi facendo riferimento a giorni naturali e consecutivi e vanno computati con riferimento al concetto di "giorni liberi", con ciò intendendosi che non si considera, al fine del valido decorso del termine prescritto, né il giorno "iniziale" né quello "finale".

### **Art. 29. Rinvio.**

29.1 Per quanto non espressamente contemplato nel presente statuto si rinvia alle norme di legge in materia.»

#### *Neuvième résolution*

L'assemblée décide de nommer comme gérant unique de la société, doté du pouvoir d'administration:

Monsieur Giovanni Montresor, dirigeant de sociétés, né à Bussolengo (VR), Italie, le 29 octobre 1943, demeurant à I-37012 Bussolengo, Località San Francesco, Italie, code fiscal MNT GNN 43R29 B296B.

#### *Dixième résolution*

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Giovanni Montresor, prénommé, tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

## **Déclarations en langue italienne pour les autorités italiennes**

La comparente dichiara:

- di dare atto che l'odierna deliberazione adottata all'unanimità in conformità all'art. 67.1 del Codice delle società commerciali (Legge 10 agosto 1915) del Granducato di Lussemburgo determina la perdita della nazionalità lussemburghese e l'acquisto della nazionalità italiana senza scioglimento e ricostituzione, ma con assoluta continuità della personalità giuridica conformemente all'espressa volontà della società stessa e nel rispetto dell'art. 25 della legge italiana 31 maggio 1995 n. 218 (riforma del sistema italiano di D.I.P.)

- di dare atto e precisare che il capitale sociale della società è comunque non inferiore al limite di EUR 10.000,00 stabilito dal diritto interno italiano per il tipo sociale S.R.L. in conformità alla situazione patrimoniale della società in data 29 dicembre 2008, e che rientrando il tipo sociale (SoParFi) già in essere insieme al nuovo tipo sociale di S.R.L. nel novero delle "società di capitali" soggette a disposizioni analoghe in materia di conti annuali e consolidati (4o direttiva n. 78/660/CEE e 7o direttiva n. 83/349/CEE) e di controllo dell'attività degli amministratori NON ricorre alcuna ulteriore esigenza di verificare l'esistenza e l'effettività del patrimonio sociale ai fini della determinazione della misura del capitale sociale.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille quatre cent vingt-cinq euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sophie Erk, Antonio Fernandes, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 juin 2011. Relation GRE/2011/2261. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Référence de publication: 2011091018/461.

(110102442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

---

**Franis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9657 Harlange, 15, rue de Villers.

R.C.S. Luxembourg B 67.596.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011101871/9.

(110116425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Insight Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 108.657.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2011.

Référence de publication: 2011101925/11.

(110115916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Insight-Studio M III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 36.652,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 136.921.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2011.

Référence de publication: 2011101929/11.

(110115985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Iapetos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 123.132.

---

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011101931/10.

(110116542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**IC & D, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 75.308.

---

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pierre LECOMTE

Gérant

Référence de publication: 2011101932/11.

(110116539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Immobilière Dina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, 1, Z.I. Sandweiler Hall 1.  
R.C.S. Luxembourg B 107.586.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011101934/10.

(110116033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Immobilière Dina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, 1, Z.I. Sandweiler Hall 1.  
R.C.S. Luxembourg B 107.586.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011101937/10.

(110116036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**LU PC VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 144.949.

Constituée par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglister, Grand-Duché de Luxembourg en date du 16 février 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 613 en date du 20 mars 2009.

Le Bilan au 31-12-2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2011.

LU PC VI Sarl

Panattoni Luxembourg Directorship Sarl

Gérant

Représenté par Olivier Marbaise

Gérant

Référence de publication: 2011101983/17.

(110115863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Luxcap Group, Société Anonyme.**

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 109.020.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale annuelle tenue extraordinairement en date du 19 juillet 2011*

Ont été ré-élus administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2016 :

- Monsieur Jos HEMMER, demeurant à 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, Administrateur A, président,

- Monsieur Eric LECLERC, demeurant à 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, Administrateur B,

- Madame Martine KAPP, demeurant à 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, Administrateur B.

A été ré-élu commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2016:

- Monsieur Pascal FABECK, demeurant à 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg.

*Pour la société*

*Un administrateur*

Référence de publication: 2011101986/19.

(110116254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**JS Holding AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-5440 Remerschen, 34, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 148.726.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 18. Juli 2011.

*Für die Gesellschaft**Der Notar*

Référence de publication: 2011101951/12.

(110115910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

**Luxembourg Management Company Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 73.897.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social le 30 juin 2011.*

L'assemblée renouvelle les mandats des administrateurs Mme Luisella MORESCHI, Me Jean-Marie VERLAINE, Me Arsène KRONSHAGEN, Mr Fabrice JOURQUIN, Mme Frédérique VIGNERON et Mr Karim VAN DEN ENDE et le mandat de l'administrateur délégué Madame Luisella MORESCHI jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle de l'an 2012.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2011.*Pour L.M.C. GROUP S.A.**Signature*

Référence de publication: 2011101987/15.

(110116548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

**M. Bormann GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 38, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 149.113.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 2011*

- L'Assemblée Générale déclare effective la cession de 19,035.00 actions de EUR 1.00 du cédant Marc Bormann demeurant à Aachenerstrasse 261 B-4701 Eupen envers le cessionnaire Sylvia Hansen demeurant à Aachenerstrasse 261 B-4701 Eupen pour un montant de EUR 19,035.00 représentant 27% du capital de EUR 70,500.00.

- L'Assemblée déclare de même la nouvelle répartition des parts comme suit:

\* Marc BORMANN détient 16,920.00 parts de EUR1.00 soit 24% du capital de 70,500.00.

\* Sylvia HANSEN détient 53,580.00 parts de EUR 1.00 soit 76% du capital de 70,500.00.

*Extrait sincère et conforme**Un mandataire*

Référence de publication: 2011101988/16.

(110116288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

**Maros S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 90.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011101992/9.

(110116211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

**Marathon Hotel Invest S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 80.728.

—  
EXTRAIT

En date du 10 juin 2011, les actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de Johanna Dirkje Van Oort en tant qu'administrateur, est acceptée avec effet au 23 février 2011.
- Mikael Gutierrez, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouvel administrateur de la société avec effet au 23 février 2011 et ce jusqu'à l'assemblée générale de 2012.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011101991/14.

(110115844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Mekong Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 111.211.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 juillet 2011.

Référence de publication: 2011101996/10.

(110115965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Melician S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 62.554.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011101997/10.

(110116565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Merp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 85.464.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011101998/9.

(110115908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Millenium International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 71.650.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011102002/9.

(110116206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Minorco Peru Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.  
R.C.S. Luxembourg B 159.311.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2011.

Signature

*Administrateur / Gérant*

Référence de publication: 2011102003/12.

(110116501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

**Misa Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 136.993.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 12 juillet 2011, enregistré à Luxembourg A.C., le 15 juillet 2011, LAC/2011/32332, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "MISA INVESTMENT S.A. (en liquidation)", R.C.S. Luxembourg N° B 136993 ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 28 février 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 875 du 9 avril 2008.

a été clôturée et que par conséquence la société est dissoute.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation auprès de FIDUCENTER S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2011.

Référence de publication: 2011102004/20.

(110116777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

**NearVision S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 42.400.000,00.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 145.600.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh of May.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the Shareholders (the "Shareholders") of "NearVision S.à r.l.", a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 145.600, incorporated by a notarial deed on 25 March 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 816, on 16 April 2009. (the "Company"). The articles of incorporation (the "Articles of Incorporation") of the Company have been amended by a deed of the undersigned notary on 25 May 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting was opened by Ms Fanny Marx, employee, with professional address in Luxembourg, acting as Chairman of the Meeting.

The Meeting elected as secretary of the Meeting Ms Valérie Wozniak, employee, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer of the Meeting Mr Nicolas Dumont, employee, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the Meeting has been unanimously approved by the Meeting.

The Chairman then declared and requested the notary to state the following.

I) The agenda of the Meeting was as follows:

*Agenda:*

1. To create preferred ratchet shares (the "Ratchet Shares"), with a par value of EUR 1 each, which shall have the following rights and obligations:

"The Ratchet Shares carry the right to a preferential Ratchet Dividend (as defined hereafter) upon an Exit. The Ratchet Dividend shall be declared by the Board of Managers as an interim dividend in accordance with the terms of article 25 below, without prejudice to the general powers of the general meeting of shareholders mentioned in the foregoing paragraph.

For the purpose of this article 24,

"Net Cash Multiple" means the net cash multiple on the return on investment (excluding the Ratchet Dividend as defined hereafter), equal to the ratio of the Proceeds and the Investment as calculated upon Exit.

"Proceeds" means (i) the proceeds received by the Company upon and resulting from Exit plus (ii) any amounts received by the Company upon Exit further to the reimbursement of loans or other debt instruments, current accounts, or other obligations, payments of interest, dividends or other, and (iii) any fees or commissions received by the Company, provided that the amounts referred to in paragraphs (i) to (iii) be calculated net of all costs, fees, expenses (including taxes incumbent on the Company by reason of the receipt or accrual of the amounts referred to in paragraphs (i) to (iii)), and reasonable fees applicable, and

"Investment" means (i) the aggregate amount invested directly, or, where appropriate, indirectly, by FarVision, BVCP and the shareholders of FarVision in the Group's or NearVision's equity, quasi-equity financing, debt (such as loan, preferred equity certificates), current accounts of shareholders (including shareholders loans) or other obligations, plus (ii) all costs, fees, expenses and reasonable fees applicable, and if (iii) amounts paid for the needs of the acquisition of Hans Anders through the subsidiaries of NearVision;

"Added Value" means the added value equal to the difference between (i) the Proceeds and (ii) Investment.

The dividend to which the Ratchet Shares shall be entitled will be calculated as follows (the "Ratchet Dividend"):

(i) If the Net Cash Multiple is less than or equal to 2.0, the Ratchet Shares shall not carry the right to a Ratchet Dividend.

(ii) If the Net Cash Multiple is greater than 2.0 and less than or equal to 2.5, the Ratchet Dividend will be increased by RD1 (thereafter "RD1"), equal to 10% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.5) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.0; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1 shall not be less than or equal to 2.0;

(iii) If the Net Cash Multiple is greater than 2.5 and less than or equal to 3.0, the Ratchet Dividend referred to in (i) and (ii) above will be increased by RD2 (thereafter "RD2"), equal to 12.5% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.0) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.5; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1 and RD2 shall not be less than or equal to 2.5; and

(iv) If the Net Cash Multiple is greater than 3.0 and less than or equal to 3.5, the Ratchet Dividend referred to in (i) to (iii) above will be increased by RD3 (thereafter "RD3"), equal to 17.5% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.5) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.0; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1, RD2 and RD3 shall not be less than or equal to 3.0; and

(v) If the Net Cash Multiple is above 3.5, the Ratchet dividend referred to in (i) to (iv) above shall be increased by RD4 (thereafter "RD4"), equal to 25% of the difference between (a) the amount of the Added Value and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.5; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1, RD2, RD3 and RD4 shall not be less than or equal to 3.5.

If there has been no distribution of a Ratchet Dividend within 20 years following the date of 27 May 2011, the entitlement of a Ratchet Dividend shall automatically expiry and be void and null without prior notice."

2. To increase the Company's share capital by an amount of nine million one hundred sixteen thousand two hundred fifty Euros (EUR 9,116,250.-) so as to raise it from its current amount of thirty-three millions two hundred eighty-three thousand seven hundred and fifty Euros (EUR 33,283,750.-) divided into thirty-three millions two hundred eighty-three thousand seven hundred and fifty (33,283,750) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, to an amount of forty-two million four hundred thousand Euros (EUR 42,400,000.-) by the issue of eight million one hundred sixteen thousand two hundred fifty (8,116,250) new Ordinary Shares and one million (1,000,000) Ratchet Shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

3. To acknowledge the waiver of the preferential subscription right of a shareholder and accept and record the subscription and payment of the new Ordinary Shares and Ratchet Shares by way of a contribution in kind consisting of two definite, due and payable receivables respectively held by the subscribers of an aggregate amount of ten million seven hundred thirty-nine thousand five hundred Euro (EUR 10,739,500.-) (the Receivables) and allocation of the surplus value of the contributed Receivables into a share premium account of the Company;



4. To amend the article of the Articles regarding the share capital, which shall forthwith read as follows:

"The share capital of the Company is set at forty-two million four hundred thousand Euros (EUR 42,400,000.-) divided into forty one million four hundred thousand (41,400,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and one million (1,000,000) preferred ratchet shares (the "Ratchet Shares" and together with the Ordinary Shares, the "Shares"), with a par value of one Euro (EUR 1.-) each. "

5. To amend the financial year of the Company, which will run from 1<sup>st</sup> February to 31 January and to amend the article of the Articles regarding the financial year, which shall read as follows:

"The Company's financial year begins on the first day of the month of February and ends on the last day of the month of January every year."

6. To restate the Articles including in order to, among others, reflect the above resolutions;

7. To acknowledge the resignation of Mr Nicolas Macquin as manager of the Company with immediate effect and to grant him discharge (quitus) for the performance of his duties from the date of his appointment until the date of his resignation.

8. To confirm the existing mandates of VALON SA, KOFFOUR SA, and LANNAGE SA, and to classify the mandate of said managers as A Managers and to appoint (i) Patrick Herman, as class B manager of the Company and (ii) Mr. John Blydenstein, as class C manager of the Company, for an undetermined period.

9. Miscellaneous.

II) The Shareholders present or represented, the proxyholder of the represented Shareholders and the number of the shares held by each shareholder are shown on an attendance list which, signed by the members of the bureau of the Meeting, the Shareholders present, the proxyholder of the represented Shareholders and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies, signed *ne varietur* by the members of the bureau of the Meeting, the relevant proxyholder and the notary, will also remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III) It appears from the said attendance list that all the shareholders, representing the total capital of the Company, are present or represented at the Meeting. The Shareholders unanimously waive all convening formalities and declare to have been fully informed about the agenda before this Meeting. The Meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items on the agenda.

IV) After deliberation, the Meeting then adopted, each time unanimously, the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting resolves to create Ratchet Shares, with a par value of EUR 1 each, which shall have the following rights and obligations:

"The Ratchet Shares carry the right to a preferential Ratchet Dividend (as defined hereafter) upon an Exit. The Ratchet Dividend shall be declared by the Board of Managers as an interim dividend in accordance with the terms of article 25 below, without prejudice to the general powers of the general meeting of shareholders mentioned in the foregoing paragraph.

For the purpose of this article 24,

"Net Cash Multiple" means the net cash multiple on the return on investment (excluding the Ratchet Dividend as defined hereafter), equal to the ratio of the Proceeds and the Investment as calculated upon Exit.

"Proceeds" means (i) the proceeds received by the Company upon and resulting from Exit plus (ii) any amounts received by the Company upon Exit further to the reimbursement of loans or other debt instruments, current accounts, or other obligations, payments of interest, dividends or other, and (iii) any fees or commissions received by the Company, provided that the amounts referred to in paragraphs (i) to (iii) be calculated net of all costs, fees, expenses (including taxes incumbent on the Company by reason of the receipt or accrual of the amounts referred to in paragraphs (i) to (iii)), and reasonable fees applicable, and

"Investment" means (i) the aggregate amount invested directly, or, where appropriate, indirectly, by FarVision, BVCP and the shareholders of FarVision in the Group's or NearVision's equity, quasi-equity financing, debt (such as loan, preferred equity certificates), current accounts of shareholders (including shareholders loans) or other obligations, plus (ii) all costs, fees, expenses and reasonable fees applicable, and if (iii) amounts paid for the needs of the acquisition of Hans Anders through the subsidiaries of NearVision;

"Added Value" means the added value equal to the difference between (i) the Proceeds and (ii) Investment.

The dividend to which the Ratchet Shares shall be entitled will be calculated as follows (the "Ratchet Dividend"):

(i) If the Net Cash Multiple is less than or equal to 2.0, the Ratchet Shares shall not carry the right to a Ratchet Dividend.

(ii) If the Net Cash Multiple is greater than 2.0 and less than or equal to 2.5, the Ratchet Dividend will be increased by RD1 (thereafter "RD1"), equal to 10% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.5) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.0; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1 shall not be less than or equal to 2.0;

(iii) If the Net Cash Multiple is greater than 2.5 and less than or equal to 3.0, the Ratchet Dividend referred to in (i) and (ii) above will be increased by RD2 (thereafter "RD2"), equal to 12.5% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.0) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.5; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1 and RD2 shall not be less than or equal to 2.5; and

(iv) If the Net Cash Multiple is greater than 3.0 and less than or equal to 3.5, the Ratchet Dividend referred to in (i) to (iii) above will be increased by RD3 (thereafter "RD3"), equal to 17.5% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.5) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.0; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1, RD2 and RD3 shall not be less than or equal to 3.0; and

(v) If the Net Cash Multiple is above 3.5, the Ratchet dividend referred to in (i) to (iv) above shall be increased by RD4 (thereafter "RD4"), equal to 25% of the difference between (a) the amount of the Added Value and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.5; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1, RD2, RD3 and RD4 shall not be less than or equal to 3.5.

If there has been no distribution of a Ratchet Dividend within 20 years following the date of 27 May 2011, the entitlement of a Ratchet Dividend shall automatically expiry and be void and null without prior notice."

#### *Second resolution*

The Meeting resolves to increase the Company's share capital by an amount of nine million one hundred sixteen thousand two hundred fifty Euros (EUR 9,116,250.-) so as to raise it from its current amount of thirty-three millions two hundred eighty-three thousand seven hundred and fifty Euros (EUR 33,283,750.-) divided into thirty-three million two hundred eighty-three thousand seven hundred and fifty (33,283,750) ordinary shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, to an amount of forty-two million four hundred thousand Euros (EUR 42,400,000.-) by the issue of eight million one hundred sixteen thousand two hundred fifty (8,116,250) new Ordinary Shares and one million (1,000,000) Ratchet Shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

#### *Third resolution*

The Meeting resolves to accept and record the following subscriptions to the increase of the share capital of the Company resolved upon under the third resolution above and their payment as follows:

#### *Subscription - Payment*

Thereupon now appeared:

BV Capital Partners Luxembourg SA, a limited public liability company (société anonyme) duly established under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered offices at 25B, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under n° B 109.290, hereby represented by Mr Nicolas Dumont, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 27 May 2011, hereby declares that it subscribes to one million (1,000,000) Ordinary Shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-), each and fully pays up such new shares and a share premium of an amount of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.-) by way of a contribution in kind consisting of a definite, due and payable receivable held by the subscriber in an aggregate amount of one million two hundred thousand Euros (EUR 1,200,000.-) (Receivable 1); and

Eyes Master Manco B.V., a private limited liability company (besloten vennootschap) duly established under the laws of the Netherlands, having its registered office at Papland 21, 4206 CK, Gorinchem, The Netherlands, registered with the Register of Amsterdam under n°52502120, hereby represented by Mr Nicolas Dumont, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 27 May 2011, hereby declares that it subscribes to seven million one hundred sixteen thousand two hundred fifty (7,116,250) Ordinary Shares and one million (1,000,000) Ratchet Shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, and fully pays up such new shares and a share premium of an amount of one million four hundred twenty-three thousand two hundred fifty Euros (EUR 1,423,250.-) by way of a contribution in kind consisting of a definite, due and payable receivable held by the subscriber in an aggregate amount of nine million five hundred thirty-nine thousand five hundred Euros (EUR 9,539,500.-) (Receivable 2 and together with Receivable 1, the Receivables, individually a Receivable).

Each of BV Capital Partners Luxembourg SA and Eyes Master Manco B.V., prenamed, (the Subscribers), acting through their duly appointed attorney in fact, declares that there exist no impediments to the free disposal of the respective Receivable and that each Receivable is a definite and duly payable receivable of the Subscriber respectively.

BV Capital Partners Luxembourg SA, prenamed, acting through its duly appointed attorney-in-fact, further declares that the value of the Receivable 1 has been certified at one million two hundred thousand Euros (EUR 1,200,000.-) in a declaration of contribution signed by the representatives of said subscriber and Eyes Master Manco B.V., prenamed, acting through its duly appointed attorney-in-fact, further declares that the value of the Receivable 2 has been certified at nine million five hundred thirty-nine thousand five hundred Euros (EUR 9,539,500.-) in a declaration of contribution signed by the representatives of said subscriber.

The management of the Company confirmed in a valuation declaration that the aggregate value of the Receivables has been certified at ten million seven hundred thirty nine thousand five hundred Euros (EUR 10,739,500.-) and that it corresponds at least to the value of the new Ordinary Shares and Ratchet Shares and the share premium.

The Meeting resolves to allocate nine million one hundred sixteen thousand two hundred fifty Euros (EUR 9,116,250.-) to the share capital of the Company and to allocate the surplus of the value of the contribution in the amount of one million six hundred twenty-three thousand two hundred fifty Euros (EUR 1,623,250) to a share premium account of the Company.

The Meeting acknowledges that, further to the above mentioned resolutions, the shares of the Company are held as follows:

FarVision S.à r.l., prenamed, holds thirty-two million nine hundred thousand (32,900,000) Ordinary Shares;

BV Capital Partners Luxemburg SA, prenamed, holds one million (1,000,000) Ordinary Shares;

Eyes Master Manco B.V., prenamed, holds seven million five hundred thousand (7,500,000) Ordinary Shares and one million (1,000,000) Ratchet Shares.

#### *Fourth resolution*

As a result of the above resolutions, the Meeting resolves to amend the article of the Articles regarding the share capital, which shall forthwith read as follows:

"The share capital of the Company is set at forty-two million four hundred thousand Euros (EUR 42,400,000.-) divided into forty-one million four hundred thousand (41,400,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and one million (1,000,000) preferred ratchet shares (the "Ratchet Shares" and together with the Ordinary Shares, the "Shares"), with a par value of one Euro (EUR 1.-) each."

#### *Fifth resolution*

The Meeting resolves to amend the financial year of the Company, which will run from 1 February to 31 January of each year and to amend the article in the Articles regarding the financial year, which shall read as follows:

"The Company's financial year begins on the first day of the month of February and ends on the last day of the month of January every year."

The Meeting acknowledges, for the avoidance of doubts, that the current business year of the Company has started on 1<sup>st</sup> January 2011 and shall end on 31<sup>st</sup> January 2012.

#### *Sixth resolution*

The Meeting resolves to amend and fully restate the articles of incorporation of the Company with changing the purpose and the representation of the Company, which shall now be read as follows:

### **Chapter I. Form, Corporate Name, Registered Office, Object, Duration**

**Art. 1. Form, Corporate Name.** There exists among the subscriber(s) and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the "Articles").

The Company exists under the name of "Near-Vision S.à r.l.".

**Art. 2. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg. The Board of Managers is authorised to change the address of the Company's registered office inside the municipality of the Company's registered office.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

In the event that in the view of the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

**Art. 3. Corporate Object.** The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

This includes, but is not limited to, investment in, acquirement of, disposal of, granting or issuing (without a public offer) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including, but not limited to, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each

case whether readily marketable or not, and obligations (including but not limited to synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities as well as any form of indemnities, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the providing of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any form or of any kind as the Company deems necessary, only to the extent advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and engage in such other activities as the Company deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

Notwithstanding the above, the Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity which would be considered as a regulated activity or that would require the Company to have any other license.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

## Chapter II. Share Capital, Shares

**Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Company is set at forty-two million four hundred thousand Euros (EUR 42,400,000.-) divided into forty-one million four hundred thousand (41,400,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and one million (1,000,000) preferred ratchet shares (the "Ratchet Shares" and together with the Ordinary Shares, the "Shares"), with a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share in addition to the par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

### Art. 6. Shares.

#### 6.1. General

All the Shares will be and remain in registered form.

When the Company is composed of a sole shareholder, the sole shareholder may freely transfer its/her/his Shares.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the relevant share until that common representative has been appointed.

#### 6.2. General restrictions of Transfer

For the purpose of the Articles including but not limited to this article 6:

"Affiliate" in relation to a person means any other person that is, directly or indirectly, Controlling, Controlled by or under common Control with that person.

"Business Day" means a day which is not a Saturday or a Sunday, and on which commercial banks are open for corporate business in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

"BVCP" means BV Capital Partners Luxembourg SA, a limited public liability company (société anonyme) duly established under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered offices at 25B, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under n° B 109.290.

"Control" means control ("influence dominante") as defined in Article 2 of the law of 25 August 2006. The same applies to any derivative forms and expressions of this term (including if it is used as a verb).

"FarVision" means FarVision S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under n° B 145.535.

"Master Manco" means Eyes Master Manco B.V., a private limited liability company (besloten vennootschap) duly established under the laws of the Netherlands, having its registered office at Papland 21, 4206 CK, Gorinchem, The Netherlands, registered with the Register of Amsterdam under n° 52502120.

"Transfer" (and all derivative forms and expressions, including verbs) shall mean any transaction aiming at or resulting in a transfer of Securities of the Company, for valuable consideration or for free, voluntarily, by public auction, by reason of death or pursuant to a court decision or arbitration award, including but not limited to contributions or transfers of a universality or business, merger, de-merger, the granting of a pledge, the granting of options to purchase or to sell

Securities or the conclusion of a swap or other agreement, that completely or partially transfers the economical benefits or the ownership of Securities.

Notwithstanding the other provisions of this article 6, a Transfer of shares, warrants, (convertible) bonds or other securities giving the right to subscribe for or to obtain Shares by way of conversion or otherwise (the "Securities") is not allowed and shall not be enforceable vis-à-vis the shareholders and the Company unless (i) the acquirer has become a party to any agreement that may be entered into from time to time between the shareholders of the Company through the execution of a deed of adherence and (ii) it is in compliance with all the transfer conditions set out in this article 6.

Any transfer of Securities is subject to the approval of the general meeting of the shareholders of the Company representing at least 75% of the share capital of the Company.

The transfer of Shares shall take place by notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

In case a shareholder (or several Shareholders) exercise(s) its (their) rights under article 6.5., 6.6. or 6.7:

(i) the Transfer of its (their) Securities to a third party (the "Candidate-Purchaser") shall be effected at the same time and at the same terms and conditions as those offered by the Candidate-Purchaser to the shareholder willing to transfer its Securities.

(ii) all transferring Shareholders shall assume the same liabilities (including relating to misrepresentations and breach of warranties), provided that their liability shall be in proportion to the part of the purchase price allocated to each of them and there shall be no joint and several liability among transferring Shareholders.

### 6.3. Permitted Transfers

Without prejudice to article 6.2., the following Transfers are permitted and not subject to any of the other restrictions set forth in this article 6:

(i) A Transfer between any shareholders of the Company (excluding Master Manco);

(ii) A Transfer by any shareholder of the Company (excluding Master Manco) to an Affiliate of such shareholder and, subsequently any Transfer by any such Affiliate to the transferring shareholder or any other Affiliate of such shareholder, provided the transferring entity irrevocably undertakes to immediately repurchase such Securities and the transferee irrevocably undertakes to Transfer these Securities to the transferring entity if, at any time, the transferee is no longer an Affiliate of the initial transferring shareholder.

### 6.4. Lock-up

Master Manco and BVCP undertake not to Transfer any of their Securities prior to 25 May 2016 except for Transfers in accordance with articles 6.3. (Permitted Transfer), 6.6. (Tag Along) (only to the extent that the Transferor is FarVision) or 6.7 (Drag Along).

### 6.5. Tag Along

If as a result of a bona fide offer made by a third party (the "Candidate-Purchaser") to FarVision, such Transferor (the "Transferor") would Transfer all or part of its Securities to such Candidate-Purchaser, the other Shareholders (the "Other Shareholders") shall also have the right to sell an equivalent proportion of their Securities, to the Candidate-Purchaser (s) under the same terms and conditions and at the same time, provided that, in the event that FarVision is the Transferor and would transfer 50,1% or more of the Securities it hold to a Candidate-Purchaser, the Other Shareholders shall, at their request, be entitled to transfer all Securities held by it to the Candidate-Purchaser.

The Transferor shall notify, at least fifteen (15) Business Days prior to any binding agreement between the Transferor and the Candidate-Purchaser, the Other Shareholders and the Board of Managers of all the relevant terms and conditions of the third party's offer (the "Tag Along Notice") including:

- the name and address or, in the case of a legal entity, the corporate name and registered office of the Candidate-Purchaser;
- the number and type (Class), if any, of Securities it wishes to Transfer (the "Offered Securities");
- the bona fide price the Candidate-Purchaser is willing to pay for the Offered Securities;
- the other terms and conditions under which the Offered Securities would be Transferred; and
- the unconditional commitment of the Candidate-Purchaser to be bound by the Agreement and his acknowledgment of the right of the tag along right in favour of the Other Shareholders set out in this article 6.5. and therefore its unconditional commitment to purchase any Securities that the Other Shareholders may sell by means of their tag along right set forth in this Agreement.

The Other Shareholders shall be entitled to exercise their tag along right by providing notice thereof to the Board of Managers and to the Transferor within twenty (20) Business Days following the receipt of the Tag Along Notice as per article 6.5. paragraph 2. The Other Shareholders which have not sent their notice within this twenty (20) Business Days period shall be deemed to have elected not to exercise their tag along right.

### 6.6. Drag Along Right

Defined terms used in this article 6.6. shall have the same meaning, mutatis mutandis, as the defined terms used in article 6.5.

In the event that:

- (i) a Candidate-Purchaser offers to acquire Securities, representing 80% or more of the then outstanding share capital of the Company as well as 80% or more of the voting rights; and
- (ii) FarVision wishes to accept such offer;

FarVision may cause BVCP and/or Master Manco to also Transfer all their Securities to the Candidate-Purchaser for the same consideration and on the same terms and conditions as offered to FarVision if so requested by the Candidate-Purchaser.

In the event that:

- (i) a Candidate-Purchaser offers to acquire Securities, representing less than 80% of the then outstanding share capital of the Company as well as less than 80% of the voting rights; and
- (ii) FarVision wishes to accept such offer;

FarVision may cause BVCP and/or Master Manco to also Transfer a proportional part of their Securities to the Candidate-Purchaser for the same consideration and on the same terms and conditions as offered to FarVision if so requested by the Candidate-Purchaser.

The notification of the offer by FarVision to BVCP and Master Manco shall be made in accordance with the provision of article 6.5. paragraph 2 and shall specify FarVision's intention to exercise its drag along right under Article 6.6 paragraph 1 or Article 6.6 paragraph 2.

This drag along right shall not apply in the event of an initial public offering with a view to permitting the public distribution of newly issued or existing shares of the Company and obtaining the listing of the shares of the Company on a regulated or organized market.

**Art. 7. Increase and Reduction of the Share Capital.** The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by the Law for any amendment of these Articles.

In case of increase of share capital and except when additional equity shall be provided by FarVision in respect of a breach of covenant and/or event of default under any loan agreement that may be entered into from time to time by any member of the group of companies of the Company, the new shares to be subscribed for by contribution in cash and in kind will be offered in preference to the existing shareholders, proportionally to the part of the capital held by those shareholders. The Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised.

### Chapter III. Management, Board of Managers, Auditors

**Art. 8. Management.** The Company shall be managed by at least five managers but not more than six managers, whether shareholders or not (the "Manager(s)") which will constitute a board of managers (the "Board of Managers") composed at all times as follows:

- three or, in case of a Boards of Managers of six members, four members shall be elected among the candidates proposed by FarVision (the "Class A Managers");
- one member shall be elected among the candidates proposed by Master Manco (the "Class B Managers"); and
- one member shall be elected among the candidates proposed by BVCP (the "Class C Manager").

The Board of Managers shall at all time be composed of a majority of Managers resident in Luxembourg which shall be elected among the candidates proposed by FarVision.

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the limited or unlimited duration of their mandate. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Even after the term of their mandate, the Manager(s) shall not disclose Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

**Art. 9. Meetings of the Board of Managers.** The Board of Managers will appoint a chairman (the "Chairman") from among the Class A Managers. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

The Board of Managers will meet upon notice given by the Chairman or upon request of any Manager. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers. In her/his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time and agenda of the meeting.

The notice may be waived by unanimous written consent by all Managers at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every board meeting shall be held in Luxembourg or such other place indicated in the notice.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as her/his representative.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting. In case of a tied vote, the Chairman has a casting vote.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

**Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Managers.** The minutes of the meeting of the Board of Managers shall be drawn up and signed by all Managers present at the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts thereof shall be certified by the Chairman of the Board of Managers or by any two Class A Managers.

**Art. 11. General Powers of the Managers.** The Board of Managers is vested with the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of administrative or disposal nature, necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Law to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

**Art. 12. Delegation of Powers.** The Board of Managers may confer certain powers and/or special mandates to any member(s) of the Board of Managers or to any other person(s), who need not be a Manager or a Shareholder of the Company, acting either alone or jointly, under such terms and with such powers as the Board of Managers shall determine.

The Board of Managers may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

**Art. 13. Representation of the Company.** In case the Company be managed by a Board of Managers, subject to the following, the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of two Class A Managers as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

**Art. 14. Conflict of Interests.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of said other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, who serves as a duly authorised representative of any other company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business, shall not for that sole reason, be automatically prevented from considering and acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager has any personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, s/he shall inform the Board of Managers of any such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction. Any such transaction and such Manager's interest therein shall be reported to the sole shareholder or, as the case may be, to the next general meeting of shareholders.

**Art. 15. Indemnification.** The Company shall indemnify any Manager and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or procedure to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager, or at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except for such action, suit or procedure in relation to matters for which he be held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters that the Company has been advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights which the relevant person may be entitled to.

**Art. 16. Audit.** Except if the Company's annual accounts are audited by an independent auditor in accordance with the requirements of the Law, the supervision of the operations of the Company may be, and shall be, if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors or, as the case may be, the independent auditor, if any, shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine the number of statutory auditors, if applicable, the remuneration of the statutory or independent auditor and the duration of their mandate. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

#### Chapter IV. Meetings of Shareholders

**Art. 17. Annual General Meeting.** The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the third Tuesday of June of each year, at 10.00 am.

If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

**Art. 18. Other General Meetings of Shareholders.** The shareholders may hold general meetings of shareholders to be convened in compliance with the Law by the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, general meetings of shareholders are not compulsory and the shareholders may cast their vote on the proposed resolutions in writing.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if, in the discretionary opinion of the Board of Managers, circumstances of force majeure so require.

**Art. 19. Powers of the Meeting of Shareholders and Reserved Matters.** Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the powers vested to it by the Law and by these Articles.

The prior written approval, which shall not be unreasonably withheld, delayed or conditioned of Master Manco shall be required for the proposal, passing or implementation of the resolutions concerning:

a. the exercise of the voting rights attached to the shares in the Company or in a Subsidiary in relation to the issue of new shares by the Company or a Subsidiary whereby the pre-emption rights are excluded or limited and the transfer of the Company or Subsidiary's general meeting of shareholders' powers in this connection to another body of the Company or the Subsidiary;

b. the sale or transfer of all or substantially all assets of the Company other than constituting, or in connection with, an Exit and other than the sale or transfer of a Subsidiary or group of Subsidiaries, constituting a separately identifiable part of the business of the group of companies consisting of Hans Anders and its Subsidiaries operating under a specific sales formula;

c. the liquidation or dissolution of the Company other than in connection with an Exit and other than the sale or transfer of a Subsidiary;

d. the amendment to the Company's Articles of Association that economically affects the rights of Master ManCo.

For the purpose of these Articles:

"Exit" means a completion of a direct or indirect transfer by the majority shareholders of FarVision resulting in a direct or indirect change of control over Hans Anders.

"Hans Anders" means Hans Anders Retail Group Holding B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), having its corporate seat at Gorinchem, or its legal successor.

"Subsidiary" means a legal entity in whose general meeting the Company or one or more of its subsidiaries can, whether by virtue of an agreement with other persons with voting rights or otherwise and whether acting alone or together, exercise more than half of the voting rights, and any other legal entities and companies which are designated as subsidiaries by law.

**Art. 20. Procedure, Vote.** The general meeting of shareholders will meet upon notice given by the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company made in compliance with the Law and the present Articles.

The notice shall be sent to the shareholders at least eight (8) days prior to the meeting and shall specify the date, time, place and agenda of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by fax another person as her/his proxy who need not be a shareholder.

One or several shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.



The Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman of the Board of Managers or, in his absence, by any other person appointed by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall appoint one or several scrutineer(s).

The chairman of the general meeting of shareholders together with the secretary and the scrutineer(s) so appointed, form the bureau of the general meeting.

An attendance list indicating the name of the shareholders, the number of Shares held by them and, if applicable, the name of their representative, is drawn up and signed by the bureau of the general meeting of the shareholders or, as the case may be, their representatives.

One vote is attached to each share, except otherwise provided for by the Law.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, any amendment to the present Articles shall be approved by shareholders (i) being a majority of the shareholders in number (including FarVision) and (ii) representing at least three-quarters of the corporate capital.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, all other resolutions will be taken by shareholders representing more than half of the share capital of the Company. In case the quorum is not reached at the first meeting, the members shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

**Art. 21. Minutes of Shareholders Resolutions.** Minutes of the written decisions of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meetings of shareholders shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, by the bureau of the meeting.

Copies or extracts of the minutes of the resolutions passed by sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders shall be certified by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

#### Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits

**Art. 22. Financial Year.** The Company's financial year begins on the first day of the month of February and ends on the last day of the month of January every year.

**Art. 23. Approval of Annual Accounts.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board of Managers, shall draw up the annual accounts of the Company in accordance with the Law and submit them, if applicable, to the auditor(s) for review and to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or his representative may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the Law.

**Art. 24. Allocation of Profits.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. It/s/he may decide to use the whole or part of the remainder to absorb existing losses, if any, to put it into a reserve or provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholder(s) as dividend.

The Ratchet Shares carry the right to a preferential Ratchet Dividend (as defined hereafter) upon an Exit. The Ratchet Dividend shall be declared by the Board of Managers as an interim dividend in accordance with the terms of article 25 below, without prejudice to the general powers of the general meeting of shareholders mentioned in the foregoing paragraph.

For the purpose of this article 24,

"Net Cash Multiple" means the net cash multiple on the return on investment (excluding the Ratchet Dividend as defined hereafter), equal to the ratio of the Proceeds and the Investment as calculated upon Exit.

"Proceeds" means (i) the proceeds received by the Company upon and resulting from Exit plus (ii) any amounts received by the Company upon Exit further to the reimbursement of loans or other debt instruments, current accounts, or other obligations, payments of interest, dividends or other, and (iii) any fees or commissions received by the Company, provided that the amounts referred to in paragraphs (i) to (iii) be calculated net of all costs, fees, expenses (including taxes incumbent on the Company by reason of the receipt or accrual of the amounts referred to in paragraphs (i) to (iii)), and reasonable fees applicable, and

"Investment" means (i) the aggregate amount invested directly, or, where appropriate, indirectly, by FarVision, BVCP and the shareholders of FarVision in the Group's or NearVision's equity, quasi-equity financing, debt (such as loan, preferred equity certificates), current accounts of shareholders (including shareholders loans) or other obligations, plus (ii)

all costs, fees, expenses and reasonable fees applicable, and if (iii) amounts paid for the needs of the acquisition of Hans Anders through the subsidiaries of NearVision;

"Added Value" means the added value equal to the difference between (i) the Proceeds and (ii) Investment;

The dividend to which the Ratchet Shares shall be entitled will be calculated as follows (the "Ratchet Dividend"):

(i) If the Net Cash Multiple is less than or equal to 2.0, the Ratchet Shares shall not carry the right to a Ratchet Dividend.

(ii) If the Net Cash Multiple is greater than 2.0 and less than or equal to 2.5, the Ratchet Dividend will be increased by RD1 (thereafter "RD1"), equal to 10% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.5) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.0; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1 shall not be less than or equal to 2.0;

(iii) If the Net Cash Multiple is greater than 2.5 and less than or equal to 3.0, the Ratchet Dividend referred to in (i) and (ii) above will be increased by RD2 (thereafter "RD2"), equal to 12.5% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.0) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.5; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1 and RD2 shall not be less than or equal to 2.5; and

(iv) If the Net Cash Multiple is greater than 3.0 and less than or equal to 3.5, the Ratchet Dividend referred to in (i) to (iii) above will be increased by RD3 (thereafter "RD3"), equal to 17.5% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.5) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.0; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1, RD2 and RD3 shall not be less than or equal to 3.0; and

(v) If the Net Cash Multiple is above 3.5, the Ratchet dividend referred to in (i) to (iv) above shall be increased by RD4 (thereafter "RD4"), equal to 25% of the difference between (a) the amount of the Added Value and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.5; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1, RD2, RD3 and RD4 shall not be less than or equal to 3.5.

If there has been no distribution of a Ratchet Dividend within 20 years following the date of 27 May 2011, the entitlement of a Ratchet Dividend shall automatically expiry and be void and null without prior notice.

**Art. 25. Interim Dividends.** The Board of Managers is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

## Chapter VI. Dissolution, Liquidation of the Company

**Art. 26. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided for by the Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the shareholders pro rata to the number of the Shares held by them.

## Chapter VII. Applicable Law

**Art. 27. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable Law.

### *Seventh resolution*

The Meeting resolves to acknowledge the resignation of Mr Sylvain Nicolas Macquin as manager of the Company with immediate effect and to grant him discharge (quitus) for the performance of his duties from the date of his appointment until the date of his resignation.

### *Eighth resolution*

The Meeting resolves to confirm the existing mandates of VALON SA, KOFFOUR SA, and LANNAGE SA, and to classify the mandate of said managers as A Managers and to appoint (i) Mr Patrick Herman, born on 14 October 1953, with professional address at 5, rue des Minimes, 1000 Brussels, Belgium, as class B manager of the Company and (ii) Mr. John Blydenstein, born on 31 May 1966 in Rotterdam, with professional address at Het Neppelenbroek, Neppelenbroekerdijk 1, 8107 AS Broekland, The Netherlands, as class C manager of the Company, for an undetermined period.

### *Costs and Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately five thousand five hundred euro.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the appearing party's proxy holder, who is known to the notary by his/her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le vingt-sept mai.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés (l' "Assemblée") de «Nearvision S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145.600, constituée par acte notarié le 25 mars 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 816 du 16 avril 2009 (la "Société"). Les statuts (les "Statuts") de la Société ont été modifiés par acte reçu par le notaire soussigné en date du 25 mai 2011, et sont en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée a été présidée par Madame Fanny Marx, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le Président a désigné comme secrétaire de l'Assemblée Madame Valérie Wozmak, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée a élit aux fonctions de scrutateur de l'Assemblée Monsieur Nicolas Dumont, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ainsi composé a été unanimement approuvée par l'Assemblée.

Ensuite, Monsieur le Président a déclaré et a demandé au notaire d'acter comme suit:

1) L'ordre du jour de l'Assemblée était le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Créer des parts sociales préférentielles "ratchet" (les "Parts Sociales Ratchet"), ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, assorties des droits et obligations suivantes:

"Les Parts Sociales Ratchet sont assorties du droit à un dividende préférentiel Ratchet (comme défini ci-après) lors d'une Sortie. Les Dividendes Ratchet doivent être déclarés par le Conseil d'Administration, en tant que dividende intérimaire en accord avec les termes de l'article 25 ci-dessous, sans porter préjudice aux pouvoirs généraux de l'assemblée générale mentionnée dans le paragraphe précédent.

Dans le but de l'article 24,

"Le Multiple Cash Net" désigne le multiple d'investissement théorique en cash net en considérant le rendement de l'Investissement (à l'exception du Dividende Ratchet comme défini ci-après), obtenu en procédant au rapport entre les Produits et l'Investissement tel que calculé à la Sortie.

"Produits" signifie (i) les produits reçus par la Société et qui résultent de la Sortie ainsi que (ii) tous les montants reçus par la Société à la Sortie à la suite du remboursement des prêts ou d'autres instruments de dettes, des comptes existant, ou d'autres obligations, paiements d'intérêts, dividendes ou autres, et (iii) tous les frais ou commissions reçus par la Société, à condition que ces montants évoqués aux paragraphes (i) et (iii) soient calculés exempt de tous les coûts, honoraires, dépenses et frais raisonnables applicables (comprenant les impôt incombant à la Société en raison de la réception ou de l'accumulation des montants visés aux paragraphes (i) à (iii)) et des frais raisonnables applicables, et

"Investissement" signifie (i) le montant global investi directement, ou, le cas échéant, indirectement, par FarVision, BVCP et les associés de FarVision dans le capital social, le financement de "quasi-equity", les dettes (comme les prêts, les certificats d'actions privilégiées), les comptes courants d'associés (y compris les prêts d'associés) ou autres obligations du Groupe ou de NearVision, et (ii) tous les coûts, honoraires, dépenses, et frais raisonnables applicables, et si (iii) les montants payés pour satisfaire les besoins en acquisition de Hans Anders par le biais des filiales de NearVision.

"Valeur Ajoutée" signifie la valeur ajoutée égale à la différence entre (i) les Produits et (ii) l'Investissement.

Le dividende auquel les Parts Sociales Ratchet doivent donner droit, sera calculé comme il suit (le "Dividende Ratchet").

(i) Si le Multiple Cash Net est inférieur ou égal à 2,0, les Parts Sociales Ratchet ne devraient pas octroyer de droit à un Dividende Ratchet.

(ii) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 2,0 et inférieur ou égal à 2,5, le Dividende Ratchet sera augmenté par RD1 (par la suite "RD1"), égal à 10% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant à un Multiple Cash Net de 2,0); pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1 ne devra pas être inférieur ou égal à 2,0;

(iii) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 2,5 et inférieur ou égal à 3,0, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (ii) ci-dessus sera augmenté par RD2 (par la suite "RD2"), égal à 12,5% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,0) et (b) le montant de cette Valeur

Ajoutée correspondant à un Multiple Cash Net de 3,0; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1 et RD2 ne devra pas être inférieur ou égal à 2,5; et

(iv) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 3,0 et inférieur ou égal à 3,5, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (iii) ci-dessus sera augmenté par RD3 (par la suite "RD3"), égal à 17,5% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,5) et (b) le montant de la Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,0; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1, RD2 et RD3 ne devra pas être inférieur ou égal à 3,0; et

(v) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 3,5, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (iv) ci-dessus devrait être augmenté par RD4 (par la suite "RD4"), égal à 25% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,5; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1, RD2, RD3 et RD4 ne devrait pas être inférieur ou égal à 3,5.

S'il n'y a pas de distribution de Dividende Ratchet dans les 20 années suivant la date du 27 mai 2011, le droit au Dividende Ratchet sera automatiquement expiré et réputé nul et non avenu, et ce, sans aucun préavis."

2. Augmenter le capital social de la Société d'un montant de neuf millions cent seize mille deux cent cinquante Euros (EUR 9.116.250,-), pour le porter de son montant actuel de trente-trois millions deux cent quatre-vingt trois mille sept cent cinquante Euros (EUR 33.283.750,-), représenté par trente-trois million deux cent quatre-vingt trois mille sept cent cinquante (33.283.750) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune (les "Parts Sociales Ordinaires") à un montant de quarante-deux million quatre cent mille Euros (EUR 42.400.000,-), représenté par huit million cent seize mille deux cent cinquante (8.116.250) Parts Sociales Ordinaires et un million (1.000.000) de Parts Sociales Ratchet ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

3. Accepter et enregistrer la souscription et la libération de ces nouvelles Parts Sociales Ordinaires et de ces Parts Sociales Ratchet par un apport en nature consistant en deux créances certaines, liquides et exigibles respectivement détenues par les souscripteurs et s'élevant à un montant total de dix millions sept cent trente-neuf mille cinq cents Euros (EUR 10.739.500,-) (les "Créances") et l'affectation du surplus de la valeur de l'apport en nature au compte de réserve de prime d'émission de la Société.

4. Modifier l'article des Statuts concernant le capital de la Société de telle sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

"Le capital social de la Société s'élève à quarante-deux millions quatre cent mille Euros (EUR 42.400.000,-) divisé en quarante et un millions quatre cent mille (41.400.000) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires") et un million (1.000.000) de parts sociales préférentielle "ratchet" (les "Parts Sociales Ratchet" et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, "Parts Sociales"), ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune."

5. Modifier l'année sociale de la Société, qui commencera le premier février et s'achèvera le 31 janvier et de, par conséquent, modifier l'article des Statuts de la Société concernant l'année sociale, qui aura désormais la teneur suivante:

"L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de février et finit le dernier jour du mois de janvier de chaque année."

6. Refondre entièrement les Statuts, afin, entre autre, de refléter les points à l'ordre du jour ci-dessus.

7. Prendre acte et accepter la démission de Monsieur Nicolas Macquin en tant que gérant de la Société, ayant un effet immédiat et lui apportant un quitus pour l'exécution de ses devoirs à partir de la date de sa nomination jusqu'à la date de sa démission.

8. Confirmer les mandats existants de VALON SA, KOFFOUR SA, and LANNAGE SA, et considérer le mandat du dit gérant en tant que gérant de classe A, et nommer (i) Patrick Herman, en tant que gérant de classe B de la Société et (ii) John Blydenstein, en tant que gérant de classe C de la Société, pour une période indéterminée.

9. Divers.

II) Les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés et le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des Associés représentés, par les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations des associés représentés, signées "ne varietur" par le mandataire en question, par les membres du bureau et le notaire soussigné, resteront également annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III) Il apparaît au sein de la liste de présence que les associés, représentant le capital total de la Société, sont présents ou représentés à l'Assemblée. A l'unanimité, les Associés renoncent à toute formalités de convocation et reconnaissent avoir été dûment informés, avant cette Assemblée, de l'ordre du jour de l'Assemblée. L'Assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur chaque résolution de l'ordre du jour.

IV) Après délibération, l'Assemblée a ensuite adopté, chaque fois unanimement, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide de créer des Parts Sociales Ratchet, ayant une valeur nominale d'un Euro chacune, qui seront assorties des droits et des obligations suivants:

"Les Parts Sociales Ratchet sont assorties du droit à un dividende préférentiel Ratchet (comme défini ci-après) lors d'une Sortie. Les Dividendes Ratchet doivent être déclarés par le Conseil d'Administration, en tant que dividende intérimaire en accord avec les termes de l'article 25 ci-dessous, sans porter préjudice aux pouvoirs généraux de l'assemblée générale mentionnée dans le paragraphe précédent.

Dans le but de l'article 24,

"Le Multiple Cash Net" désigne le multiple d'investissement théorique en cash net en considérant le rendement de l'Investissement (à l'exception du Dividende Ratchet comme défini ci-après), obtenu en procédant au rapport entre les Produits et l'Investissement tel que calculé à la Sortie.

"Produits" signifie (i) les produits reçus par la Société et qui résultent de la Sortie ainsi que (ii) tous les montants reçus par la Société à la Sortie à la suite du remboursement des prêts ou d'autres instruments de dettes, des comptes existant, ou d'autres obligations, paiements d'intérêts, dividendes ou autres, et (iii) tous les frais ou commissions reçus par la Société, à condition que ces montants évoqués aux paragraphes (i) et (iii) soient calculés exempt de tous les coûts, honoraires, dépenses et frais raisonnables applicables (comprenant les impôts incombant à la Société en raison de la réception ou de l'accumulation des montants visés aux paragraphes (i) à (iii)) et des frais raisonnables applicables, et

"Investissement" signifie (i) le montant global investi directement, ou, le cas échéant, indirectement, par FarVision, BVCP et les associés de FarVision dans le capital social, le financement de "quasi-equity", les dettes (comme les prêts, les certificats d'actions privilégiées), les comptes courants d'associés (y compris les prêts d'associés) ou autres obligations du Groupe ou de NearVision, et (ii) tous les coûts, honoraires, dépenses, et frais raisonnables applicables, et si (iii) les montants payés pour satisfaire les besoins en acquisition de Hans Anders par le biais des filiales de NearVision.

"Valeur Ajoutée" signifie la valeur ajoutée égale à la différence entre (i) les Produits et (ii) l'Investissement.

Le dividende auquel les Parts Sociales Ratchet doivent donner droit, sera calculé comme il suit (le "Dividende Ratchet").

(i) Si le Multiple Cash Net est inférieur ou égal à 2,0, les Parts Sociales Ratchet ne devraient pas octroyer de droit à un Dividende Ratchet.

(ii) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 2,0 et inférieur ou égal à 2,5, le Dividende Ratchet sera augmenté par RD1 (par la suite "RD1"), égal à 10% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant à un Multiple Cash Net de 2,0); pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1 ne devra pas être inférieur ou égal à 2,0;

(iii) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 2,5 et inférieur ou égal à 3,0, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (ii) ci-dessus sera augmenté par RD2 (par la suite "RD2"), égal à 12,5% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,0) et (b) le montant de cette Valeur Ajoutée correspondant à un Multiple Cash Net de 3,0; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1 et RD2 ne devra pas être inférieur ou égal à 2,5; et

(iv) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 3,0 et inférieur ou égal à 3,5, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (iii) ci-dessus sera augmenté par RD3 (par la suite "RD3"), égal à 17,5% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,5) et (b) le montant de la Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,0; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1, RD2 et RD3 ne devra pas être inférieur ou égal à 3,0; et

(v) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 3,5, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (iv) ci-dessus devrait être augmenté par RD4 (par la suite "RD4"), égal à 25% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,5; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1, RD2, RD3 et RD4 ne devrait pas être inférieur ou égal à 3,5.

S'il n'a pas de distribution de Dividende Ratchet dans les 20 années suivant la date du 27 mai 2011, le droit au Dividende Ratchet sera automatiquement expiré et réputé nul et non avenu, et ce, sans aucun préavis."

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de neuf millions cent seize mille deux cent cinquante Euros (EUR 9.116.250,-), pour le porter de son montant actuel de trente-trois millions deux cent quatre-vingt trois mille sept cent cinquante Euros (EUR 33.283.750,-), représenté par trente-trois millions deux cent quatre-vingt trois mille sept cent cinquante (33.283.750) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune (les "Parts Sociales Ordinaires") à un montant de quarante-deux millions quatre cent mille Euros (EUR 42.400.000,-), représenté par huit millions cent seize mille deux cent cinquante (8.116.250) Parts Sociales Ordinaires et un million (1.000.000) de Parts Sociales Ratchet ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes à l'augmentation de capital de la Société décidée sous la résolution précédente et leur libération comme suit:

#### *Intervention - Souscription - Libération*

BV Capital Partners Luxembourg SA, une société anonyme constituée selon les lois du Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), ayant son siège social à 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce

et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B 109.290, ici représentée par Monsieur Nicolas Dumont, employé, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'un mandat donné le 27 mai 2011, déclare par la présente qu'elle a souscrit à un million (1.000.000) de Parts Sociales Ordinaires, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, et a payé intégralement ces nouvelles Parts Sociales, ainsi qu'une prime d'émission d'un montant de deux cent mille Euros (EUR 200.000,-) par un apport en nature consistant en une créance certaine, liquide et exigible, détenue par le souscripteur à hauteur d'un montant global d'un million deux cent mille Euros (EUR 1.200.000,-) (Créance 1); et

Eyes Master Manco B.V., une société privée à responsabilité limitée (besloten vennootschap) constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Papland 21, 4206 CK, Gorinchem, Pays-Bas, enregistrée au Registre d'Amsterdam, sous le numéro n° 52502120, ici représenté par Monsieur Nicolas Dumont, employé, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'un mandat donné le 27 mai 2011, déclare par la présente qu'elle a souscrit à sept millions cent seize mille deux cent cinquante (7.116.250) Parts Sociales Ordinaires et d'un million (1.000.000) de Parts Sociales de Ratchet, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et a payé intégralement ces nouvelles Parts Sociales et une prime d'émission d'un montant d'un million quatre cent vingt-trois mille deux cent cinquante Euros (EUR 1.423.250,-), par un apport en nature consistant en une créance certaine, liquide et exigible, à hauteur d'un montant global de neuf millions cinq cent trente-neuf mille cinq cent (EUR 9.539.500,-) ("Créance 2" et ensemble avec la Créance 1, les "Créances", individuellement une "Créance");

BV Capital Partners Luxembourg S.A. et Eyes Master Manco B.V., susmentionnées, (les "Souscripteurs"), agissant par le biais de leur mandataire, déclarent chacune qu'il n'existe aucune restriction à la libre cessibilité de chacune des Créances et que chacune des Créances est une créance exigible et certaine de chacun des Souscripteurs.

BV Capital Partners Luxembourg S.A., susmentionné, agissant par le biais de son mandataire, déclare que la valeur de la Créance 1 a été certifiée à un million deux cent mille Euros (EUR 1.200.000,-) dans une déclaration d'apport signée par les représentants du souscripteur susmentionné et de Eyes Master Manco B.V., susmentionné, agissant par le biais de son mandataire, déclare que la valeur de la Créance 2 a été certifiée à neuf millions cinq cent trente-neuf mille cinq cent Euros (EUR 9.539.500,-) dans une déclaration d'apport signée par les représentant du souscripteur susmentionné.

L'organe de gestion de la société a confirmé dans une déclaration d'évaluation que le montant total des Créances a été certifié à dix millions sept cent trente-neuf mille cinq cent Euros (EUR 10.739.500,-) et qu'il correspond au moins à la valeur des nouvelles Parts Sociales et des Parts Sociales Ratchet ainsi que de la prime d'émission.

L'Assemblée décide d'allouer neuf millions cent seize mille deux cent cinquante Euros (EUR 9.116.250,-) au capital social de la Société et d'allouer l'excédent de la valeur de l'apport s'élevant à un million six cent vingt trois mille deux cent cinquante Euros (EUR 1.623.250,-) sur un compte d'émission de la Société.

L'Assemblée décide que, suite aux résolutions mentionnées ci-dessus, les Parts Sociales de la Société sont désormais détenues comme suit:

FarVision S.à r.l., susmentionnée, détient trente-deux millions neuf cent mille (32.900.000) Parts Sociales Ordinaires.

BV Capital partners Luxemburg SA, susmentionnée, détient un million (1.000.000) Parts Sociales Ordinaires.

Eyes Master Manco B.V., susmentionnée, détient sept millions cinq cent mille (7.500.000) Parts Sociales Ordinaires et un million (1.000.000) de Parts Sociales Ratchet.

#### *Quatrième résolution*

Suite aux Résolutions énoncées ci-dessus, l'Assemblée décide de modifier l'article des Statuts concernant le capital social, qui aura désormais la teneur suivante:

"Le capital social de la Société s'élève à un montant de quarante-deux millions quatre cent mille Euros (EUR 42.400.000,-) divisé en quarante et un millions quatre cent mille (41.400.000) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires") et un million (1.000.000) de parts sociales préférentielles "ratchet" (les "Parts Sociales Ratchett" et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les "Parts Sociales") ayant une valeur d'un Euro (EUR 1,-) chacune."

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'année sociale de la Société, qui commencera le premier février et s'achèvera le 31 janvier de chaque année et de modifier l'article des Statuts concernant l'année sociale, qui aura désormais la teneur suivante:

"L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de février et finit le dernier jour du mois de janvier chaque année."

L'Assemblée reconnaît, afin d'éviter tout doute, que l'année sociale en cours de la société a commencé 1<sup>er</sup> janvier 2011 et s'achèvera le 31 janvier 2012.

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée décide de modifier et de refondre dans leur intégralité les statuts de la Société en changeant l'objet et l'engagement de la Société qui auront désormais la teneur suivante:

## Chapitre I<sup>er</sup>. Forme, Dénomination Sociale, Siège, Objet, Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme, Dénomination Sociale.** Il est formé par le(s) souscripteur(s) et toutes les personnes qui pourraient devenir détenteurs des parts sociales émises ci-après, une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

La Société adopte la dénomination "NearVision S.à r.l."

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Le Conseil de Gérance, est autorisé à changer l'adresse du siège social de la Société à l'intérieur de la ville mentionnée ci-dessus.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil de Gérance.

Au cas où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

**Art. 3. Objet.** La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatives à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## Chapitre II. Capital Social, Parts Sociales

**Art. 5. Capital Social.** Le capital social de la Société s'élève à un montant de quarante-deux millions quatre cent mille Euros (EUR 42.400.000,-) divisé en quarante et un millions quatre cent mille (41.400.000) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires") et un million (1.000.000) de parts sociales préférentielles "ratchet" (les "Parts Sociales Ratchet") et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les "Parts Sociales") ayant une valeur d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les Parts Sociales que la Société pourrait racheter aux associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

### Art. 6. Parts Sociales.

#### 6.1 Général

Chaque Part Sociale sera et restera sous forme nominale.

Lorsque la Société est composée d'un associé unique, l'associé unique peut transmettre ses Parts Sociales librement.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun nommé ou non parmi eux. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à la part sociale concernée et ce jusqu'à la nomination d'un mandataire commun.

## 6.2 Restrictions générales de Transfert

Aux fins des Statuts, y compris mais non limité à cet Article 6:

"Affilié" par rapport à une personne, désigne toute autre personne qui, directement ou indirectement, Contrôle, est Contrôlée par ou sous Contrôle commun avec cette personne.

"BVCP" désigne BV Capital Partners Luxembourg S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109.290.

"Contrôle" désigne l'influence dominante telle que définie dans l'Article 2 de la Loi du 25 août 2006. La même définition s'applique à toutes les formes et expressions dérivées de ce terme (y compris s'il est utilisé comme verbe).

"FarVision" désigne FarVision S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145.535.

"Jour Ouvrable" désigne un jour qui n'est pas un samedi ou un dimanche, et au cours duquel les banques commerciales sont ouvertes pour les affaires des sociétés à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

"Master Manco" désigne Eyes Master Manco B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap) constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social au Papland 21, 4206 CK, Gorinchem, Pays-Bas, enregistrée auprès du Registre d'Amsterdam sous le numéro 52502120.

"Transfert" (et toutes les formes et expressions dérivées, y compris les verbes) désigne toute transaction visant ou résultant en un transfert de Titres de la Société, à titre gratuit ou onéreux, volontairement, aux enchères publiques, pour cause de mort ou résultant d'une décision de justice ou d'une sentence arbitrale, incluant mais non limité aux contributions ou transferts d'une universalité ou de l'entreprise, fusion, scission, l'octroi d'un nantissement, l'octroi d'options d'achat ou de vente de Titres ou la conclusion d'un swap ou un autre accord, qui transfère totalement ou partiellement les avantages économiques ou la propriété des Titres.

Nonobstant les autres dispositions du présent article 6, le transfert de parts sociales, warrants, obligations (convertibles) ou autres titres ouvrant le droit de souscrire ou d'obtenir des Parts Sociales par conversion ou par tout autre moyen (les "Titres") n'est pas autorisé et n'aura pas effet vis-à-vis des associés et de la Société à moins que (i) l'acquéreur soit devenu une partie à tout pacte conclu de temps en temps entre les associés moyennant la signature d'un acte d'adhésion et (ii) le transfert soit en conformité avec les restrictions de cet article 6.

Tout transfert de Titres est soumis à l'approbation de l'assemblée générale des associés de la Société représentant au moins 75% du capital social de la Société.

Le transfert des Parts Sociales doit se faire par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par la Société, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Dans le cas où un associé (ou plusieurs associés) exerce(nt) son (leurs) droit(s) en vertu des articles 6.5, 6.6, ou 6.7:

(i) le transfert de ses (leurs) Titres à un tiers (le Candidat Acheteur) sera effectué aux mêmes conditions que celles offertes par le Candidat Acheteur à l'associé désirant céder ses Titres.

(ii) tous les associés cédants assumeront les mêmes obligations et passifs (dont celles liées aux déclarations et garanties), cependant leur responsabilité sera proportionnée à la part du prix d'achat allouée à chacun d'entre eux et il n'y aura pas de solidarité entre les associés cédants.

## 6.3 Transferts autorisés

Sous réserve des dispositions de l'article 6.2, les Transferts suivants sont permis et ne sont soumis à aucune des restrictions en matière de transferts prévues par le présent article 6:

(i) tout Transfert entre les associés de la Société (à l'exclusion de Master Manco).

(ii) tout Transfert par un associé de la Société (à l'exclusion de Master Manco) à un Affilié d'un tel associé et, subséquentement tout Transfert par un Affilié à l'associé cédant ou à tout autre Affilié d'un tel associé, à condition que le cédant s'engage irrévocablement à racheter immédiatement ces Titres et le cessionnaire s'engage irrévocablement à Transférer ces Titres au cédant si, à tout moment, le cessionnaire n'est plus un Affilié de l'associé initial cédant.

## 6.4 Lock-up

Master Manco et BVCP s'engagent à ne Transférer aucun de leurs Titres avant le 25 mai 2016, exception faite des Transferts respectant les articles 6.3 (Transferts Autorisés), 6.6 (Tag Along) (seulement si le Cédant est FarVision) ou 6.7 (Drag Along).

## 6.5 Droit de co-cession

Si suite à une offre de bonne foi faite par un Candidat Acheteur à FarVision (le "Cédant"), le Cédant désire céder tout ou partie de ses Titres au Candidat Acheteur, les autres associés (les "Autres Associés") auront aussi le droit de vendre une proportion équivalente de leurs Titres au Candidat Acheteur aux mêmes conditions et au même moment, à condition,



dans l'éventualité où FarVision est le Cédant et souhaite Transférer 50.1% ou plus des Titres qu'il détient au Candidat-Acheteur, les Autres Associés seront, à leur demande, en droit de transférer tous les Titres détenus au Candidat-Acheteur.

Le Cédant devra notifier, au moins quinze (15) Jours Ouvrables avant tout accord liant le Cédant et le Candidat-Acheteur, aux Autres Associés et au Conseil de Gérance, toutes les dispositions pertinentes de l'offre du Candidat Acheteur (la "Notification"), dont:

- le nom et l'adresse ou, dans le cas d'une personne morale, la dénomination et le siège social du Candidat Acheteur;
- le nombre et le type (Classe), le cas échéant, des Titres qu'il désire Transférer (les "Titres Offerts");
- le prix que le Candidat Acheteur est prêt à payer pour les Titres Offerts;
- les autres dispositions auxquelles les Titres Offerts seraient Transférés; et
- l'engagement inconditionnel du Candidat Acheteur à être lié par tout pacte conclu à tout moment entre les associés et sa reconnaissance du droit de premier refus et du droit de co-cession en faveur des Autres Associés prévus par cet article 6.5 et du droit de co-cession prévu par l'article 6.6 et donc son engagement inconditionnel à acheter tout Titre que les Autres associés pourraient vendre par l'exercice de leur droit de co-cession prévu dans ce Pacte.

Les Autres Associés auront le droit d'exercer leur droit de co-cession en informant le Conseil de Gérance et le Cédant dans les vingt (20) Jours Ouvrables suivant la réception de la Notification conformément aux dispositions de l'article 6.5 paragraphe 2. Les Autres Associés qui n'ont pas notifié dans les vingt (20) Jours Ouvrables seront réputés n'avoir pas exercé leur droit de co-cession.

#### 6.6 Droit de concession

Les termes définis utilisés dans cet article 6.6 auront la même signification mutatis mutandis, que dans l'article 6.5.

Au cas où:

- (i) un Candidat-Acheteur se propose d'acheter des Titres, représentant 80% ou plus du capital social de la Société alors en circulation ainsi que 80% ou plus des droits de vote; et
- (ii) FarVision souhaite accepter cette offre;

FarVision peut également obliger BVCP et/ou Master Manco à Transférer tous les Titres détenus par eux au Candidat-Acheteur au même prix et aux mêmes conditions que l'offre faite à FarVision, si une telle demande est faite par le Candidat-Acheteur.

Au cas où:

- (i) un Candidat-Acheteur se propose d'acheter des Titres, représentant moins de 80% du capital social de la Société alors en circulation ainsi que moins de 80% des droits de vote; et
- (ii) FarVision souhaite accepter cette offre.

FarVision peut également obliger BVCP et/ou Master Manco à Transférer une part proportionnelle des Titres détenus par eux au Candidat-Acheteur au même prix et aux mêmes conditions que l'offre faite à FarVision, si une telle demande est faite par le Candidat-Acheteur.

La notification de l'offre par FarVision à BVCP et Master Manco s'effectuera conformément à l'article 6.5 paragraphe 2, et précisera l'intention de FarVision d'exercer son droit de co-cession selon les articles 6.6 paragraphe 1 ou 6.6 paragraphe 2.

Le droit de co-cession déterminé à cet article ne s'appliquera pas en cas d'un premier appel public à l'épargne, avec l'objectif de permettre la distribution de parts sociales nouvelles ou existantes de la Société et d'obtenir l'inscription des parts sociales de la Société sur un marché réglementé.

**Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital Social.** Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorités exigées pour toute modification des statuts par ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi.

En cas d'augmentation du capital social, sauf lorsque les capitaux supplémentaires doivent être fournis par FarVision à l'égard d'un manquement à l'engagement et/ou acte de défaut en vertu d'une convention de prêt qui peut être conclu de temps à autre par un membre du groupe de sociétés de la Société, les nouvelles parts sociales à souscrire par apport en numéraire et en nature seront proposées en priorité aux associés existants, proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent dans la Société. Le Conseil de Gérance détermine le délai dans lequel le droit préférentiel de souscription devra être exercé.

### Chapitre III. Gérance, Commissaires aux Comptes

**Art. 8. Gérance.** La Société est gérée et administrée par au moins cinq gérants, mais pas plus de six gérants, associés ou non associés (le(s) "Gérant(s)") qui vont constituer un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance"), composé en tout temps comme suit:

- trois ou, dans le cas d'un Conseil de Gérance composé de six membres, quatre membres seront élus parmi les candidats proposés par FarVision (les "Gérants de Catégorie A");
- un membre sera élu parmi les candidats proposés par Master Manco (les "Gérants de Catégorie B");

- un membre sera élu parmi les candidats proposés par BCPV (les "Gérants de Catégorie C").

Le Conseil de Gérance sera en tout temps composé d'une majorité de Gérants résidant à Luxembourg qui seront élus parmi les candidats proposés par FarVision.

Le(s) Gérant(s) est/sont nommé(s) par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui fixe leur nombre, leur rémunération et le caractère limité ou illimité de leur mandat. Le(s) Gérant(s) restera/restent en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur. Il(s) peut/peuvent être renommé(s) à la fin de leur mandat et peut/peuvent être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Le(s) Gérant(s) ne révélera/révéleront pas, même après le terme de leur mandat, les informations concernant la Société à leur disposition, dont la révélation pourrait porter préjudice aux intérêts de la Société, excepté lorsqu'une telle révélation est obligatoire par la loi.

**Art. 9. Réunions du Conseil de Gérance.** Le Conseil de Gérance nommera parmi les Gérants de Classe A un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président ou à la demande d'un Gérant. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, sauf qu'en son absence, le Conseil de Gérance désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants avec un préavis d'au moins vingt-quatre heures. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque Gérant donné à la réunion ou autrement. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire.

Le quorum du Conseil de Gérance est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité de Gérants en fonction.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion. En cas de parité des votes, le Président a une voix prépondérante.

Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite par voie circulaire signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

**Art. 10. Procès-verbaux du Conseil de Gérance.** Les procès-verbaux de la réunion du Conseil d'Administration doivent être établis par écrit et signés par tous les Gérants présents ou représentés. Toutes les procurations seront annexées.

Les copies ou les extraits de celles-ci doivent être certifiées par le Président du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, par deux Gérants de Catégorie A.

**Art. 11. Pouvoirs des Gérants.** Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du Conseil de Gérance.

**Art. 12. Délégation de Pouvoirs.** Le Conseil de Gérance peut conférer certains pouvoirs ou mandats spéciaux à un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance ou à une ou plusieurs autres personnes qui peuvent ne pas être Gérants ou Associés de la Société, agissant seul ou ensemble, selon les conditions et les pouvoirs applicables au Conseil de Gérance ou, le cas échéant, déterminés par le Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance peut aussi nommer un ou plusieurs comités et déterminer leur composition et leur objet.

**Art. 13. Représentation de la Société.** Dans le cas où la Société est gérée par un Conseil de Gérance et sous réserve de ce qui suit, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux Gérants de Catégorie A ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute(s) personne(s) à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

**Art. 14. Conflit d'intérêts.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés par la Société, comprenant mais non

limité à tout Gérant, y auront un intérêt personnel, ou en seront des représentants valablement autorisés. Sauf dispositions contraires ci-dessous, tout représentant valablement autorisé de la Société, en ce compris tout Gérant qui remplira en même temps des fonctions de représentant valablement autorisé pour le compte d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de donner son avis et d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant ou un fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération à laquelle la Société est partie, autre que les transactions conclues dans la cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, il/elle en avisera le Conseil de Gérance (s'il existe) et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant dans celle-ci seront portés à la connaissance de l'associé unique ou, le cas échéant, à la prochaine assemblée générale des associés.

**Art. 15. Indemnisation.** La Société doit indemniser tout Gérant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de Gérant, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associé ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il est finalement déclaré dans de telles actions, procès et procédures responsable de grosse négligence ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités doivent être accordées uniquement dans les matières en relation avec le règlement amiable du conflit pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne indemnisée n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

**Art. 16. Révision des comptes.** Sauf si les comptes annuels de la Société sont révisés par un réviseur d'entreprises indépendant conformément aux obligations de la Loi, les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés.

Les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, le réviseur d'entreprises indépendant, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat. Les auditeurs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

#### Chapitre IV. Assemblée Générale des Associés

**Art. 17. Assemblée Générale des Associés.** L'assemblée générale annuelle qui doit être tenue uniquement si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, sera tenue au siège social de la Société ou à un autre endroit tel qu'indiqué dans la convocation de l'assemblée le troisième mardi de Juin de chaque année, à 10.00 a.m..

Si ce jour est un jour férié au Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 18. Autres Assemblées Générales des Associés.** Les assemblées générales des associés se réunissent en conformité avec la Loi sur convocation du Conseil de Gérance, subsidiairement du/des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si la Société est composée de moins de vingt-cinq (25) associés, les assemblées générales des associés ne sont pas obligatoires et les associés peuvent voter par écrit sur les résolutions proposées.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger seulement si, à l'avis discrétionnaire du Conseil de Gérance, des circonstances de force majeure l'exigent.

**Art. 19. Pouvoirs de l'Assemblée Générale.** Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

L'assemblée générale des associés a les pouvoirs lui attribués par la Loi et les présents Statuts.

L'accord préalable écrit de Master Manco, qui ne doit pas être indûment retenu, retardé ou conditionné, sera nécessaire pour la proposition, le vote et la mise en œuvre des résolutions concernant:

a. L'exercice des droits de vote attachés aux parts sociales de la Société ou dans une Filiale en relation avec l'émission des nouvelles parts sociales dans la Société ou une Filiale dans laquelle les droits de préemption sont exclus ou limités et le transfert des pouvoirs de l'assemblée générale de la Société ou de la Filiale y relatifs à un autre organe de la Société ou de la Filiale;

b. La vente ou le transfert de tout ou d'une partie substantielle des avoirs de la Société excepté ceux constituant ou en relation avec, une Sortie et autre que la vente, le transfert d'une Filiale ou groupe de Filiales, constituant une partie identifiable séparée des activités du groupe de sociétés composées de Hans Anders et de ses filiales opérant selon une formule de vente précise;

c. La liquidation ou la dissolution de la Société autrement qu'en relation avec une Sortie et autre que la vente ou le transfert d'une Filiale;

d. La modification aux Statuts de la Société qui affectent économiquement les droits de Master Manco.

Aux fins de compréhension de ces Statuts:

"Sortie" fait référence à l'exercice d'un transfert direct ou indirect par la majorité des associés de FarVision résultant dans le changement de contrôle direct ou indirect dans Hans Anders.

"Hans Anders" fait référence à Hans Anders Retail Group Holding B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), ayant son siège social à Gorinchem, ou son successeur légal.

"Filiale" fait référence à une entité juridique dans l'assemblée générale de laquelle la Société ou une ou plusieurs de ses filiales peuvent, soit en vertu d'un accord avec d'autres personnes ayant des droits de vote ou en agissant seule ou de concert, exercent plus de la moitié des droits de vote, ainsi que toute autre entité juridique et sociétés qui sont désignées par la loi comme filiales.

**Art. 20. Procédure, Vote.** L'assemblée générale des associés se réunit en conformité avec la Loi et les présents Statuts sur convocation du Conseil de Gérance, subsidiairement, du commissaire aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

La convocation sera envoyée aux associés au moins huit (8) jours avant la tenue de la réunion et contiendra la date, l'heure, l'endroit et l'ordre du jour de la réunion.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Un ou plusieurs associés peuvent participer à une assemblée par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à l'assemblée.

Le Conseil de Gérance peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies pour la participation à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés doit être présidée par le Président du Conseil de Gérance ou, en son absence, par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des associés.

Le président de l'assemblée générale des associés doit nommer un secrétaire.

L'assemblée générale des associés doit nommer un ou plusieurs scrutateurs.

Le président de l'assemblée générale des associés ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) nommés forment le bureau de l'assemblée générale.

Une liste de présence indiquant le nom des associés, le nombre de Parts Sociales détenues par eux et, si possible, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, leurs représentants.

Un vote est attaché à chaque part sociale, sauf prévu autrement par la Loi.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou par des présents Statuts, toute modification des présents Statuts doit être approuvée par des associés (i) représentant une majorité des associés en nombre (incluant FarVision) et (ii) représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Dans le cas où un tel quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les membres doivent être convoqués ou consultés seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions doivent être adoptées par une majorité de votes, quel que soit le capital représenté.

**Art. 21. Procès-verbaux des résolutions des associés.** Les procès-verbaux des décisions écrites de l'associé unique ou, le cas échéant, des assemblées générales des associés doivent être établies par écrit et signée par le seul associé ou, le cas échéant, par le bureau de l'assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés doivent être certifiées par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

## Chapitre V. Année Sociale, Répartition des Bénéfices

**Art. 22. Année Sociale.** L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de février et finit le dernier jour du mois de janvier de chaque année.

**Art. 23. Approbation des Comptes Annuels.** A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Conseil de Gérance dresse les comptes annuels de la Société conformément à la loi et les soumet, le cas échéant, au commissaire aux comptes ou, le cas échéant, au réviseur d'entreprises indépendant, pour révision et à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi.

**Art. 24. Affectation des Bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde pour absorber des pertes, s'il y en a, de le verser à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Les Parts Sociales Ratchet sont assorties du droit à un dividende préférentiel Ratchet (comme défini ci-après) lors d'une Sortie. Les Dividendes Ratchet doivent être déclarés par le Conseil d'Administration, en tant que dividende intérimaire en accord avec les termes de l'article 25 ci-dessous, sans porter préjudice aux pouvoirs généraux de l'assemblée générale mentionnée dans le paragraphe précédent.

Dans le cadre de cet Article 24:

"Le Multiple Cash Net" désigne le multiple d'investissement théorique en cash net en considérant le rendement de l'Investissement (à l'exception du Dividende Ratchet comme défini ci-après), obtenu en procédant au rapport entre les Produits et l'Investissement tel que calculé à la Sortie.

"Produits" signifie (i) les produits reçus par la Société et qui résultent de la Sortie ainsi que (ii) tous les montants reçus par la Société à la Sortie à la suite du remboursement des prêts ou d'autres instruments de dettes, des comptes existant, ou d'autres obligations, paiements d'intérêts, dividendes ou autres, et (iii) tous les frais ou commissions reçus par la Société, à condition que ces montants évoqués aux paragraphes (i) et (iii) soient calculés exempt de tous les coûts, honoraires, dépenses et frais raisonnables applicables (comprenant les impôts incombant à la Société en raison de la réception ou de l'accumulation des montants visés aux paragraphes (i) à (iii)) et des frais raisonnables applicables, et

"Investissement" signifie (i) le montant global investi directement, ou, le cas échéant, indirectement, par FarVision, BVCP et les associés de FarVision dans le capital social, le financement de "quasi-equity", les dettes (comme les prêts, les certificats d'actions privilégiées), les comptes courants d'associés (y compris les prêts d'associés) ou autres obligations du Groupe ou de NearVision, et (ii) tous les coûts, honoraires, dépenses, et frais raisonnables applicables, et si (iii) les montants payés pour satisfaire les besoins en acquisition de Hans Anders par le biais des filiales de NearVision.

"Valeur Ajoutée" signifie la valeur ajoutée égale à la différence entre (i) les Produits et (ii) l'Investissement.

Le dividende auquel les Parts Sociales Ratchet doivent donner droit, sera calculé comme il suit (le "Dividende Ratchet").

(i) Si le Multiple Cash Net est inférieur ou égal à 2,0, les Parts Sociales Ratchet ne devraient pas octroyer de droit à un Dividende Ratchet.

(ii) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 2,0 et inférieur ou égal à 2,5, le Dividende Ratchet sera augmenté par RD1 (par la suite "RD1"), égal à 10% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant à un Multiple Cash Net de 2,0); pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1 ne devra pas être inférieur ou égal à 2,0;

(iii) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 2,5 et inférieur ou égal à 3,0, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (ii) ci-dessus sera augmenté par RD2 (par la suite "RD2"), égal à 12,5% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,0) et (b) le montant de cette Valeur Ajoutée correspondant à un Multiple Cash Net de 3,0; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1 et RD2 ne devra pas être inférieur ou égal à 2,5; et

(iv) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 3,0 et inférieur ou égal à 3,5, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (iii) ci-dessus sera augmenté par RD3 (par la suite "RD3"), égal à 17,5% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,5) et (b) le montant de la Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,0; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1, RD2 et RD3 ne devra pas être inférieur ou égal à 3,0; et

(v) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 3,5, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (iv) ci-dessus devrait être augmenté par RD4 (par la suite "RD4"), égal à 25% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,5; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1, RD2, RD3 et RD4 ne devrait pas être inférieur ou égal à 3,5.

S'il n'y a pas de distribution de Dividende Ratchet dans les 20 années suivant la date du 27 Mai 2011, le droit au Dividende Ratchet sera automatiquement expiré et réputé nul et non avenu, et ce, sans aucun préavis.

**Art. 25. Dividendes Intérimaires.** Le Conseil de Gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, sous condition que des comptes intérimaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution.

## Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 26. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés qui dé termineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, toutes les taxes et frais de liquidation compris, l'actif net restant sera reparti équitablement entre tous les associés au prorata du nombre de Parts Sociales qu'ils détiennent.

### Chapitre VII. Loi Applicable

**Art. 27. Loi Applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.

#### *Septième résolution*

L'Assemblée décide de prendre acte et d'accepter la démission de Monsieur Sylvain Nicolas Macquin en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et de lui accorder décharge pour l'accomplissement de ses devoirs depuis la date de sa nomination jusque la date de sa démission.

#### *Huitième résolution*

L'Assemblée décide de confirmer les mandats existant de VALON SA, KOFFOUR SA, et LANNAGE SA, en tant que Gérants de Classe A et de nommer (i) Patrick Herman, né le 14 octobre 1953, ayant son adresse professionnelle au 5, rue des Minimes, 1000 Bruxelles, Belgique en tant que Gérant de Classe B de la Société et (ii) John Blydenstein, né le 31 mai 1966, ayant son adresse professionnelle au Het Neppelenbroek, Neppelenbroekerdijk 1, 8107 AS Broekland, Pays-Bas en tant que Gérant de Classe C de la Société, pour une période indéterminée.

#### *Evaluation des frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à cinq mille cinq cents euros.

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

En foi de quoi, le présent acte a été établi à Luxembourg, à la date donnée en tête des présentes.

Lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état civil et domicile, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. MARX, V. WOZNIAK, N. DUMONT, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 31 mai 2011. Relation: EAC/2011/7279. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

*Le Receveur ff. (signé): Tania THOMA.*

Référence de publication: 2011091068/1294.

(110102778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

---

### **New Dragon S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 139.636.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011102007/10.

(110116111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

### **New Dragon S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 139.636.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue au siège social de la société le 15 juin 2011*

L'Assemblée accepte la démission de M. Alexis Kamarowsky de son mandat d'Administrateur.

L'Assemblée ratifie la cooptation de Mme Angelina Scarcelli née le 13.09.1975 à Thionville, France avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg, en tant que nouvel Administrateur de la société avec effet au 15/10/2009. Elle terminera le mandat de son prédécesseur à savoir jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 15 juin 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2011102008/17.

(110116242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Nordea Bank S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 562, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 14.157.

---

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nordea Bank S.A.

Référence de publication: 2011102009/11.

(110115855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Nordea Bank S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 562, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 14.157.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nordea Bank S.A.

Référence de publication: 2011102010/10.

(110115856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Nordev Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 87.495.

---

L'adresse du commissaire aux comptes, AUDIEX S.A., est désormais la suivante:

9, rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2011.

Référence de publication: 2011102014/11.

(110115858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**O Rapaz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3672 Kayl, 4, rue de Tétange.

R.C.S. Luxembourg B 87.840.

---

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011102017/10.

(110116465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Novaprint S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1741 Luxembourg, 31, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 87.227.

---

Les déclarations requises par l'article 70 b et c de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, ainsi que les comptes consolidés au 31 décembre 2009 de la société mère LANDEWYCK GROUP S.à.r.l ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011102015/12.

(110116346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**NTG Holdings S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 17.013.

---

Les mentions ci-dessous et en annexe remplacent celles déposées le 7 juillet 2011 au registre de commerce et des sociétés sous la référence L110107020

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2011.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2011102016/13.

(110116248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Olivella S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 139.637.

---

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011102019/10.

(110116108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Olivella S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 139.637.

---

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue au siège social de la société le 15 juin 2011*

L'Assemblée accepte la démission de M. Alexis Kamarowsky de son mandat d'Administrateur.

L'Assemblée ratifie la cooptation de Mme Angelina Scarcelli née le 13.09.1975 à Thionville, France avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg, en tant que nouvel Administrateur de la société avec effet au 15/10/2009. Elle terminera le mandat de son prédécesseur à savoir jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 15 juin 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2011102020/17.

(110116243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**OI-Incentive S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 138.553.

---

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011102021/9.

(110116444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---



**FMC Trust Finance S.à r.l. Luxembourg III, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 82.321.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand and eleven, on the thirtieth day of June.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

FRESENIUS MEDICAL CARE AG & Co. KGaA, a company duly organized under German law, registered in D-Hof an der Saale under HRB 4019, with business address at D-61352 Bad Homburg v.d.H., Else-Kröner-Str.1, duly represented by its general partner FRESENIUS MEDICAL CARE MANAGEMENT AG, itself duly represented by Mrs. Morgane IM-GRUND, lawyer, residing professionally at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Bad Homburg v.d.H. delivered to her,

which proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxy holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be submitted together with the deed to the registration authorities.

The appearing party, represented as here above stated, has requested the notary to record the following:

- that the company FMC Trust Finance S.à r.l. Luxembourg III, a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 28-30, Val St. André, L-1128 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 82.321 (hereinafter the “Company”) was incorporated pursuant to a deed of undersigned notary on 29 May 2001, published in the Luxembourg official gazette Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1144 on 11 December 2001;

- that the corporate capital of the Company amounts to USD 50,000. (fifty thousand United States dollars) represented by 500 (five hundred) units with a nominal value of USD 100.- (one hundred United States dollars) each, which have been entirely paid up;

- that it is the sole member of the Company (the “Sole Member”);

- that the Company’s activities have ceased;

- that, in its capacity of Sole Member, it has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution without regular liquidation of the Company with effect as of the day of the present deed and to put the Company into liquidation;

- that based on the balance sheet of the Company as of 27 June 2011 and acting as liquidator, it states that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the dissolution and liquidation, have been paid or duly funded;

a copy of the aforementioned balance sheet, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be submitted together with the deed to the registration authorities;

- that it furthermore states that should liabilities of the Company, presently unknown, remain unpaid or non-funded at the date of the present deed, it undertakes to pay them when due;

- that it is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the Company to be wound up, known or unknown at the date of the present deed;

- that, following the present resolutions, the Company’s dissolution and liquidation is to be considered completed and closed;

- that it shall be proceeded with the cancellation of all issued Company’s units;

- that the Company’s managers and auditor are hereby discharged of their mandates and liability up to the date of the present deed;

- that all books and documents of the Company shall be kept for the legal duration of five years at the registered office of the Company’s sister Company FMC Finance II S.à r.l. at L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing party’s proxyholder, the present deed is worded in English followed by a German version.

On the request of the same appearing party’s proxyholder and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

Costs

The costs, fees and expenses, which the Company incurs in relation with the present deed are estimated at approximately EUR 750.-.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The present deed having been read to the appearing party's proxyholder, the said person, together with the undersigned notary, signed it.

### Es folgt die deutsche Fassung des Vorangehenden:

Im Jahre zwei tausend elf am dreizehnten Juni.

Vor Uns, Maître Jean SECKLER, Notar mit Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

FRESENIUS MEDICAL CARE AG & Co. KGaA, eine Gesellschaft deutschen Rechts, eingetragen in D-Hof an der Saale unter HRB 4019, mit Sitz in D-61352 Bad Homburg v.d.H., Else-Kröner-Str.1, ordnungsgemäß vertreten durch ihre persönlich haftende Gesellschafterin FRESENIUS MEDICAL CARE MANAGEMENT AG, selbst ordnungsgemäß vertreten durch Frau Morgane IMGRUND, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxemburg, aufgrund einer ihr erteilten privatschriftlichen Vollmacht in Bad-Homburg,

benannte Vollmacht verbleibt nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte und den unterzeichnenden Notar der vorliegenden Urkunde beigefügt um mit ihr bei den Registrierungsbehörden eingereicht zu werden.

Die erschienene Person, vertreten wie vorerwähnt, bat den unterzeichnenden Notar folgendes aufzunehmen:

- dass die Gesellschaft FMC Trust Finance S.à r.l. Luxembourg III eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“) ist, gegründet und bestehend gemäß den Vorschriften der Gesetze des Großherzogtums Luxemburgs, mit Gesellschaftssitz in 28-30, Val St. André, L-1128 Luxemburg und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs unter der Nummer B 82.321 (nachfolgend die „Gesellschaft“), gegründet gemäß Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 29. Mai 2001, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1144 vom 11. Dezember 2001;

- dass das Stammkapital der Gesellschaft USD 50.000,- (fünfzig tausend United States Dollar) beträgt, aufgeteilt in 500 (fünf hundert) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je USD 100,- (ein hundert United States Dollar), welche vollständig eingezahlt wurden;

- dass sie die Alleingesellschafterin (die „Alleingesellschafterin“) der Gesellschaft ist;

- dass der Betrieb der Gesellschaft eingestellt wurde;

- dass sie, in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin, beschlossen hat die vorzeitige und sofortige Auflösung ohne reguläre Liquidation mit Wirkung zum Datum der vorliegenden Urkunde vorzunehmen und die Gesellschaft in Liquidation zu setzen;

- dass, basierend auf der Bilanz der Gesellschaft zum 27. Juni 2011 und agierend als Liquidator der Gesellschaft sie hiermit erklärt, dass alle Verbindlichkeiten der Gesellschaft, einschließlich der Verbindlichkeiten, welche aufgrund der Auflösung und Liquidation der Gesellschaft entstehen könnten, bezahlt oder Rückstellungen hierfür gebildet wurden;

eine Kopie der vorgenannten Bilanz bleibt der vorliegenden Urkunde, nach „ne varietur“ Unterzeichnung, beigefügt um mit ihr bei den Registrierungsbehörden eingereicht zu werden;

- dass sie ferner erklärt, dass, sollten noch weitere Verbindlichkeiten, welche zum Zeitpunkt der vorliegenden Urkunde der Gesellschaft nicht bekannt sind, unbezahlt bleiben und nicht zurückgestellt worden sein, sie sich verpflichtet die bei Fälligkeit zu übernehmen;

- dass ihr somit alle Vermögensbestände der Gesellschaft übertragen werden und sie sich verpflichtet alle und jegliche Verbindlichkeiten der abzuwickelnden Gesellschaft, sollten diese zum Datum der vorliegenden Urkunde bekannt oder unbekannt sein, zu begleichen;

- dass folglich aus den vorangehenden Beschlüsse hervorgeht, dass die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft nun als vollendet und abgeschlossen angesehen werden kann;

- dass die Entwertung aller Gesellschaftsanteile vorgenommen werden kann;

- dass die Geschäftsführer und der Prüfer der Gesellschaft von ihrem Mandat und ihrer Haftung zum Datum der vorliegenden Urkunde entlastet sind;

- dass alle Bücher und Unterlagen der Gesellschaft während des gesetzlich vorgesehenen Zeitraums von fünf Jahren am Gesellschaftssitz der Schwestergesellschaft der Gesellschaft FMC Finance II S.à r.l. in L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg, aufbewahrt werden.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Begehren der Bevollmächtigten der erschienenen Person, die vorliegende Urkunde in englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst wurde.

Auf weiterem Begehren der Bevollmächtigten der erschienenen Person und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text, ist die englische Fassung maßgeblich.

### Kosten

Die Kosten, Vergütungen und Lasten, die der Gesellschaft in Verbindung mit dieser Urkunde entstehen, werden auf ungefähr 750,- EUR geschätzt.

WORÜBER die vorliegende Urkunde am Tag wie eingangs erwähnt in Luxemburg erstellt wurde.

Nachdem die vorliegende Urkunde der Bevollmächtigten der erschienenen Person verlesen wurde, unterzeichnete diese mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: Morgane IMGRUND, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 7 juillet 2011. Relation GRE/2011/2492. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Ronny PETER.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE.

Junglinster, den 20. Juli 2011.

Référence de publication: 2011101870/121.

(110116863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**One Protect S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3505 Dudelange, 44, rue Dominique Lang.

R.C.S. Luxembourg B 143.947.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011102022/10.

(110116319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Panama Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 154.114.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011102023/10.

(110116541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Panama Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 154.114.

EXTRAIT

Suite à une résolution des associés prise en date du 28 juin 2011, le siège social de la Société a été transféré avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2011.

Pour PANAMA LUXCO S.A R.L.

Référence de publication: 2011102024/14.

(110116582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Panattoni Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 133.725.

Constituée par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg en date du 12 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2927 en date du 15 décembre 2007.

Le Bilan au 31-12-2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2011.  
Panattoni Luxembourg I Sarl  
Panattoni Luxembourg Directorship Sarl  
Gérant  
Représenté par Olivier Marbaise  
Gérant

Référence de publication: 2011102025/18.

(110116631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Panattoni Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 133.726.

Constituée par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglister, Grand-Duché de Luxembourg en date du 12 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2939 en date du 18 décembre 2007.

Le Bilan au 31-12-2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2011.  
Panattoni Luxembourg II Sarl  
Panattoni Luxembourg Directorship Sarl  
Gérant  
Représenté par Olivier Marbaise  
Gérant

Référence de publication: 2011102026/18.

(110115862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Panattoni Luxembourg III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 133.727.

Constituée par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglister, Grand-Duché de Luxembourg en date du 12 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2933 en date du 17 décembre 2007.

Le Bilan au 31-12-2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2011.  
Panattoni Luxembourg III Sarl  
Panattoni Luxembourg Directorship Sarl  
Gérant  
Représenté par Olivier Marbaise  
Gérant

Référence de publication: 2011102027/18.

(110115861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Panattoni Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 133.728.

Constituée par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglister, Grand-Duché de Luxembourg en date du 12 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2931 en date du 17 décembre 2007.

Le Bilan au 31-12-2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2011.  
Panattoni Luxembourg IV Sarl  
*Gérant*  
Représenté par Olivier Marbaise  
*Gérant*

Référence de publication: 2011102028/17.

(110115866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Panattoni Luxembourg Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 115.688.

Constituée par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 3 février 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1231 en date du 26 juin 2006 modifié pour la dernière fois par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg en date du 27 juillet 2010 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2078 en date du 5 octobre 2010.

Le Bilan au 31-12-2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2011

Panattoni Luxembourg Services Sarl  
Panattoni Luxembourg Directorship Sarl  
*Gérant*  
Représenté par Olivier Marbaise  
*Gérant*

Référence de publication: 2011102029/20.

(110115859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Panattoni Luxembourg V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 133.790.

Constituée par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg en date du 12 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2961 en date du 20 décembre 2007.

Le Bilan au 31-12-2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2011.

Panattoni Luxembourg V Sarl  
Panattoni Luxembourg Directorship Sarl  
*Gérant*  
Représenté par Olivier Marbaise  
*Gérant*

Référence de publication: 2011102030/18.

(110115860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Panattoni Western Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 156.789.

Constituée par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg en date du 9 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2812 en date du 22 décembre 2010.

Le Bilan au 31-12-2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2011.  
Panattoni Western Fund Sarl  
Panattoni Luxembourg Directorship Sarl  
Gérant  
Représenté par Olivier Marbaise  
Gérant

Référence de publication: 2011102031/18.

(110115865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Permobil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 32.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 113.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14 juillet 2011.

Référence de publication: 2011102033/11.

(110115978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**Personec S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 32.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 102.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14 juillet 2011.

Référence de publication: 2011102034/11.

(110115979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**B.M. LUX SA, Belux Mondial Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 93.441.

L'an deux mille onze, le vingt-neuf juin.

Par-devant Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «Belux Mondial Luxembourg S.A. en abrégé B.M. LUX. S.A.», avec siège social à L-8399 Windhof, 3, route d'Arlon,

constituée suivant acte reçu par Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch, en date du 9 mai 2001, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1084 en date du 29 novembre 2001 et modifié le 22 avril 2003 suivant acte reçu par Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations le 26 mai 2003 sous le numéro 576,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 93.441.

L'assemblée est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Paul WEILER, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg. Le président élit Mademoiselle Diana HOFFMANN, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Bernard ZIMMER, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

- Transférer le siège social actuel à la nouvelle adresse sise à L2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, laquelle, signée ne varietur par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'associé unique représentée se reconnaissant dûment convoquée et déclare par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société préqualifiée de son adresse actuelle à la nouvelle adresse sise à L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

*Deuxième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier la deuxième phrase de l'article 1<sup>er</sup> des statuts comme suit:

« **Art. 1<sup>er</sup>** . Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée à 10.15 heures.

*Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à environ 900,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. WEILER, D. HOFFMANN, B. ZIMMER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1<sup>er</sup> juillet 2011. Relation: LAC/2011/29816. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

*Le Receveur (signé): Francis SANDT.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 4 juillet 2011.

Référence de publication: 2011102474/53.

(110117570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

**Poesy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 123.752.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011102035/11.

(110115722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

**JS Holding AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-5440 Remerschen, 34, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 148.726.

Im Jahre zwei tausend und elf, den elften Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster (Grossherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Herr Jérôme SCHÜSSLER, Speditionskaufmann, geboren in Saarbrücken (Bundesrepublik Deutschland), am 27. April 1975, wohnhaft im D-66459 Kirkel, 4, Am Tannenwald.

Welcher Kompotent den amtierenden Notar ersucht folgendes zu beurkunden:

- Dass die Aktiengesellschaft „JS HOLDING AG“, mit Sitz in L-5440 Remerschen, 34, route du Vin, im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“) unter Sektion B, Nummer 148.726 eingetragen wurde, gegründet wurde gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 30. September 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2164 vom 5. November 2009.

- Dass der Komparent erklärt der einzige Gesellschafter der vorgenannten Aktiengesellschaft „JS HOLDING AG“, zu sein und dass er den amtierenden Notar ersucht, die von ihr gefassten Beschlüsse zu dokumentieren wie folgt:

#### *Einzigster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt das Gesellschaftskapital um einunddreissig tausend Euro (31.000,-EUR) zu erhöhen, um es von seinem jetzigen Betrag von einhundert tausend Euro (100.000,-EUR) auf einhundert einunddreissig tausend Euro (131.000,-EUR) zu bringen, durch die Schaffung und Ausgabe von einunddreissig (31) neuen Aktien von je ein tausend Euro (1.000,-EUR), welche dieselben Rechte und Vorteile besitzen, wie die bereits bestehenden Aktien, welche alle durch den alleinigen Aktionär gezeichnet werden.

#### *Zweiter Beschluss Zeichnung und Zahlung*

Daraufhin erscheint Herr Jérôme SCHÜSSLER, vorbenannt, welcher alle Aktien durch eine Sacheinlage einzahlt bestehend aus seinen 310 (dreihundert zehn) Aktien, mit einem Nennwert von 100,-EUR (einhundert Euro) welche das gesamte Gesellschaftskapital von einunddreissig tausend Euro (31.000,-EUR), der Aktiengesellschaft JS Logistics S.A., mit Sitz in L-5440 Remerschen, 34, Waïstrooss, im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“) unter Sektion B, Nummer 97.058, darstellen.

Die Sacheinlage wird auf einunddreissig tausend Euro (31.000,-EUR) abgeschätzt und ganz dem Gesellschaftskapital zugeteilt.

#### *Bericht des Wirtschaftsprüfers*

Da es sich um eine Sacheinlage gemäß Artikel 26-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften handelt, bildet es den Gegenstand einer Berichterstattung durch den unabhängigen Wirtschaftsprüfer STRATERA Audit S.à r.l., unter der Unterschrift von Yves THORN, unabhängiger Wirtschaftsprüfer, welche wie folgt schlussfolgert:

#### *"Conclusion*

Auf Grundlage unserer Prüfungshandlungen sind uns keine Sachverhalte bekannt geworden, welche uns zur Annahme veranlassen, dass der Gesamtwert der Sacheinlage nicht mindestens dem Gegenwert der 31 auszugebenden Aktien mit einem Nominalwert von je 1.000 EUR entspricht.

Luxembourg, den 21. Juni 2011."

Die alleinige Gesellschafterin nimmt die Berichterstattung an, wovon ein Exemplar, vom Komparenten, und dem instrumentierenden Notar "ne varietur" unterzeichnet, gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleibt.

#### *Dritter Beschluss*

Zwecks Anpassung der Satzung an die hiervor genommenen Beschlüsse, beschließt der alleinige Gesellschafter den ersten Absatz von Artikel 5 der Satzungen abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 5. (erster Absatz).** Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt einhundert einunddreissig tausend Euro (131.000,-EUR), eingeteilt in einhundert einunddreissig (131) Aktien mit einem Nominalwert von je ein tausend Euro (1.000,-EUR)."

#### *Kosten*

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr 1.200,-EUR abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, namens handelnd wie hiervor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe zusammen mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Jérôme SCHÜSSLER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 18 juillet 2011. Relation GRE/2011/2653. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Für gleichlautende Kopie

Junglinster, den 18. Juli 2011.

Référence de publication: 2011101950/63.

(110115879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.